



Institut Royal Supérieur de Défense



LA DÉFENSE

1

FOCUS PAPER 37
Juillet 2018

Présences chinoise et russe en Afrique : différences, convergences, conséquences

Eleftheris Vigne

Présences chinoise et russe en Afrique : différences, convergences, conséquences

Eleftheris Vigne

Institut Royal Supérieur de Défense
Centre d'Études de Sécurité et de Défense
30 Avenue de la Renaissance
1000 Bruxelles

Une version électronique du présent document est disponible et peut être téléchargée gratuitement sur notre site internet <http://www.irsd.be/>.

Les vues exprimées dans ce document sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les positions de l'Institut Royal Supérieur de Défense, de la Défense belge ou celles du gouvernement belge.

Vos questions, remarques ou commentaires relatifs au présent document peuvent être adressés au :

Directeur du Centre d'Études de Sécurité et Défense
Institut Royal Supérieur de Défense
30 Avenue de la Renaissance
1000 Bruxelles
ou par courriel à : +IRSD-CESD-SCVD@mil.be

À propos de l'auteur



Eleftheris Vigne est titulaire d'un master en Sciences politiques orientation relations internationales de l'Université libre de Bruxelles. En continuité avec ses études, il a réalisé un stage de février à mai 2018 au sein du Centre d'études de sécurité et défense de l'Institut royal supérieur de défense (Bruxelles, Belgique) sous la direction de M. Nicolas Gosset, attaché de recherche « Sécurité et Défense en Eurasie » au sein de l'Institut. C'est à cette fin que la présente recherche a été effectuée. Ses centres d'intérêt convergent principalement vers les thématiques suivantes : l'étude des régimes internationaux de gouvernance, les politiques de défense et de sécurité ainsi que la gestion de crise, l'accent étant particulièrement mis sur les grands pays émergents.

Résumé

L’Afrique constitue un enjeu géoéconomique et géopolitique essentiel pour les nombreux acteurs étatiques présents, que ceux-ci soient considérés comme « traditionnels », « émergents » ou sur le « retour ». Quelles sont les lignes de fracture ou de coopération et quels sont les enjeux de leurs rivalités ? La présente étude se concentre sur les implications en Afrique de deux puissances mondiales, non occidentales et souvent présumées rivales de l’Union européenne. Nous analyserons d’abord les politiques africaines de la République populaire de Chine, « puissance émergente », qui en moins de vingt ans est devenue le premier partenaire économique de l’Afrique. Nous en comparerons ensuite les résultats avec les politiques africaines de la Fédération de Russie, préalablement examinées, afin de définir dans quelle mesure Moscou inscrit son « retour » – réel ou fantasmé – en Afrique. Enfin, à partir de la présentation de l’ampleur des présences chinoises et russes sur le continent, nous déterminerons comment, et dans quelle mesure, celles-ci entrent en contradiction avec les intérêts européens.

À bien des égards, Moscou et Pékin partagent une conception commune des relations internationales, telle que la mise en exergue des concepts de souveraineté et de non-ingérence dans les affaires intérieures et, *in fine*, la reconnaissance de la pluralité des modèles de développement des États – s’opposant en cela, aux normes et valeurs défendues par l’UE à l’intérieur et à l’extérieur de ses frontières (et donc aussi en Afrique) sur des questions aussi essentielles que la démocratie et le respect des droits humains. De même, ces deux États soutiennent des lignes proches sur la guerre civile en Syrie, ou encore sur le terrorisme islamiste international, bien que l’expérience démontre que, contrairement à Moscou, Pékin est beaucoup moins enclin à intervenir militairement dans des zones de conflits.

Nous allons toutefois nuancer ces lieux communs en apportant quelques éléments de réflexion quant à l’évolution du rôle joué par la Chine dans la sécurité africaine et aux espaces de coopération et de conflictualité potentielle existant avec les puissances historiques.

Mots clés : Russie, Chine, Union européenne, Afrique, néo-colonialisme, armement.

Table des matières

À propos de l'auteur	i
Résumé	iii
Table des matières	v
Liste des acronymes.....	ix
Introduction	1
Vecteurs et enjeux de la « Chinafrique » : un néo-impérialisme en devenir ?.....	1
1. Présence chinoise en Afrique	2
2. Dimension économique.....	4
a) Répondre à des besoins considérables en matières premières	4
b) Conquête du marché africain et débouchés chinois	7
3. Enjeux politico-diplomatiques et idéologiques	12
a) Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC)	13
b) Émergence d'un « consensus de Pékin » ?	14
4. Approche sécurité-défense de la Chine en Afrique.....	15
5. Conclusion partielle – Politique de prédation ou coopération gagnant-gagnant : quel prix à la non-ingérence dans les affaires intérieures ?	18
Le « retour » de la Russie en Afrique : Quels moyens pour quelle(s) ambition(s) ? ...	21
1. Présence russe en Afrique	22
2. Dimension économique.....	23
a) Ressources minières : des velléités oligopolistiques ?.....	24
b) Énergie : des ambitions plus (géo)politiques qu'économiques ?.....	26
c) Nucléaire civil : un marché prometteur ?.....	28
d) Des échanges commerciaux limités	29
e) Le commerce des armes : un puissant instrument d'influence politique	32
3. Grands axes de la politique de sécurité et défense de la Russie en Afrique	35
a) La lutte contre le terrorisme	35
b) De l'activité des sociétés militaires privées russes en Afrique	36
4. Enjeux politico-diplomatiques : priorité des priorités ?.....	37
a) Les printemps arabes au Maghreb – Une Russie contre-révolutionnaire	38
b) L'Afrique comme espace de désenclavement politique	39
c) La présence russe en Afrique : terrain de construction d'un ordre international alternatif « post-occidental » ?.....	42
Conclusion – Chine, Russie et UE/États européens : acteurs antagonistes en Afrique ?.....	45
Bibliographie	49

Liste des acronymes

APL	Armée populaire de libération
BAII	Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures
BRICS	Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud (groupement)
CSNU	Conseil de sécurité des Nations Unies
FOCAC	Forum sur la coopération sino-africaine
IDE	Investissements directs étrangers
OBOR	One Belt, One Road Initiative (la nouvelle route de la soie)
PCC	Parti communiste chinois
RDC	République démocratique du Congo
RPC	République populaire de Chine
UA	Union africaine
UE	Union européenne
UEE	Union économique eurasiatique

Introduction

Le 28 novembre dernier, le président français Emmanuel Macron choisissait une ancienne colonie française d'Afrique de l'Ouest, le Burkina Faso, comme point de départ de sa première tournée en Afrique pour y prononcer son discours de politique africaine devant un auditoire de jeunes étudiants à l'Université de Ouagadougou¹. Le surlendemain, c'est au Ghana, pays membre du Commonwealth et ancienne colonie britannique en Afrique de l'Ouest, qu'il concluait sa tournée africaine afin, selon la communication officielle de l'Élysée, d'envoyer un « *message sur la démocratie, [car] la force de la démocratie ghanéenne est reconnue par tous* »². Dans l'intervalle de ces deux jours, c'est pour la capitale économique ivoirienne, Abidjan, qu'il s'est envolé. S'y tenait le cinquième sommet UA-UE de l'histoire, réunissant tous les trois ans les dirigeants européens et africains, avec pour objectif officiel la définition des orientations futures de la coopération entre les deux continents³.

Quelques mois plus tard, en mars 2018, le désormais ex-secrétaire d'État américain, Rex Tillerson, se rendait également en Afrique subsaharienne⁴. Au même moment, son homologue russe, Sergueï Lavrov, y menait la délégation diplomatique russe la plus importante depuis trente ans⁵. Quant à la Chine, elle a entrepris sa tournée africaine, par l'intermédiaire de son ministre des Affaires étrangères Wang Yi, dès le mois de janvier 2018 et a organisé, en septembre de la même année, la septième édition du Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC), une série de conférences ministérielles entre les dirigeants chinois et leurs homologues africains.

À tout le moins, ces différentes visites montrent l'intérêt certain que portent l'ensemble des puissances mondiales au continent africain, mais aussi la compétition renouvelée qu'elles semblent s'y livrer. À l'évidence, l'Afrique constitue un enjeu géoéconomique et géopolitique essentiel pour les nombreux acteurs étatiques présents, que ceux-ci soient considérés comme « traditionnels », « émergents » ou sur le « retour »⁶. Quelles sont les lignes de fracture ou de coopération et quels sont les enjeux de la rivalité entre tous ces acteurs ? Tels sont les points sur lesquels se penchera la présente étude.

En particulier, nous nous concentrerons sur les implications en Afrique de la présence de deux puissances mondiales, non-occidentales et souvent présumées rivales de l'UE. Nous analyserons d'abord les politiques africaines de la République populaire de Chine (RPC), « puissance émergente » qui, en moins de vingt ans, est devenue le premier partenaire économique de l'Afrique⁷. Nous en comparerons ensuite les résultats avec les politiques africaines de la Fédération de Russie, que nous aurons examinées au préalable afin de définir

¹ Laurent Larcher, *Emmanuel Macron en tournée africaine*, La Croix, 27 novembre 2017.

² *Ibid.*

³ Conseil européen, *5^e sommet Union africaine-UE, 29-30/11/2017*, <http://www.consilium.europa.eu/fr/meetings/international-summit/2017/11/29-30/>.

⁴ Il s'est rendu à Djibouti, en Éthiopie, au Kenya et au Nigeria (Jeune Afrique, *Après sa tournée africaine, Rex Tillerson est remplacé au département d'État par Mike Pompeo, patron de la CIA*, 13 mars 2018).

⁵ Ainsi, le ministre des Affaires étrangères russe est arrivé à Addis Abeba le vendredi 9 mars 2017 au soir, quelques heures avant que son homologue américain n'en parte (RFI, *En Afrique, Sergueï Lavrov et Rex Tillerson « s'évitent soigneusement »*, RFI Afrique, 10 mars 2018).

⁶ L'on entend par acteurs « traditionnels » les anciennes métropoles coloniales (en premier lieu, la France et le Royaume-Uni), mais aussi les États-Unis et l'Union européenne, et par acteurs « émergents » principalement le Brésil, l'Inde, la Chine, auxquels on peut ajouter d'autres États actifs en Afrique tels que la Turquie ou encore l'Arabie Saoudite, mais dont nous excluons la Russie, pour laquelle nous privilégions la terminologie de « puissance sur le retour » en raison de l'implication de l'URSS en Afrique pendant la Guerre froide.

⁷ Nous précisons que nous parlons ici d'acteurs étatiques, car l'UE prise dans son ensemble devance la Chine.

dans quelle mesure Moscou inscrit son « retour » – réel ou fantasmé – en Afrique. Enfin, à partir de la présentation de l'ampleur des présences chinoises et russes sur le continent, nous déterminerons comment, et dans quelle mesure, celles-ci entrent en contradiction avec les intérêts européens.

Vecteurs et enjeux de la « Chinafrique » : un néo-impérialisme en devenir ?

À la base de la politique étrangère chinoise contemporaine se trouve ce que les autorités du Parti communiste chinois (PCC) ont conceptualisé depuis Jiang Zemin comme les « cinq principes de la coexistence pacifique ». Ces principes sont : le respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, la non-agression mutuelle, la non-ingérence mutuelle dans les affaires intérieures, l'égalité et les bénéfices mutuels et, enfin, la coexistence pacifique.⁸ Alors que les critiques occidentales portent sur l'insuffisance de ces seuls principes pour répondre aux défis mondiaux croissants, demandant à Pékin de s'impliquer davantage dans les affaires mondiales en devenant une puissance dite « responsable », notamment dans la gouvernance de la sécurité africaine⁹, nous verrons dans quelle mesure l'attachement à ces principes conduit effectivement la politique africaine de la RPC.

Parallèlement, il ne faut pas perdre de vue que les États-Unis restent le principal facteur déterminant la stratégie extérieure de la RPC. D'une part, parce qu'ils sont l'unique superpuissance militaire et, dans le même temps, la principale source de menace extérieure pour Pékin. D'autre part, parce que Washington est devenu au cours des deux dernières décennies le premier partenaire économique de Pékin (et réciproquement), conduisant par ailleurs leur interdépendance économique à un niveau sans précédent. Par conséquent, et en vue de contrebalancer et affaiblir le poids des États-Unis dans les relations internationales, la promotion de la multipolarisation du monde¹⁰ et du multilatéralisme afin d'accroître sa propre influence¹¹ constituent, à l'évidence, des éléments clés de la stratégie extérieure de Pékin. Dans ce contexte, nous verrons comment la politique africaine de la RPC s'inscrit dans une stratégie plus large de volonté et d'affirmation de puissance au niveau mondial.

Enfin, contrairement aux États-Unis et aux États européens, Union européenne y compris, Pékin ne conditionne pas son aide et ses investissements au respect de critères normatifs de gouvernance. En revanche, un critère politique essentiel domine : la reconnaissance de la politique d'une Chine unique¹² comme condition préalable pour nouer des

⁸ Jean-Pierre Cabestan, *La politique internationale de la Chine. Entre intégration et volonté de puissance*, p. 75, 2^e édition, Paris, Presses de Sciences Po, 2015.

⁹ En témoigne la visite officielle en Chine du président Macron en janvier 2018, pendant laquelle Paris évoqua la possibilité d'associer davantage Pékin à la gestion des affaires internationales, notamment à la politique de sécurité au Sahel.

¹⁰ Selon Jean-Pierre Cabestan, le discours chinois sur la multipolarité du monde a surtout pour objectif de masquer l'inégalité croissante entre les grandes puissances et d'inciter ces dernières à coopérer avec la Chine, sans les États-Unis et sans les Occidentaux, notamment au sein de nouvelles structures multilatérales (OCS, BRICS) (Jean-Pierre Cabestan, 2015, *op.cit.*). Dans cette perspective, l'objectif réel de Pékin correspondrait alors davantage à la recherche d'une forme de bipolarité.

¹¹ L'implication plus grande des forces militaires chinoises (l'Armée populaire de libération, APL), aux forces multinationales de l'ONU en constitue une bonne illustration. Il convient néanmoins de mettre en évidence que le multilatéralisme affiché par Pékin reste largement sélectif et sert surtout ses ambitions de puissance (Jean-Pierre Cabestan, 2015, *op.cit.*, p. 201).

¹² La reconnaissance de la politique d'une seule Chine implique comme préalable à toute collaboration diplomatique avec Pékin de mettre fin à toute relation diplomatique avec Taipei.

relations officielles avec la RPC. De ce fait, sur les 54 États constituant le continent africain, seul le Swaziland entretient encore aujourd'hui des relations diplomatiques avec Taipei¹³.

In fine, renforcer le leadership chinois en Asie, devenir à terme une puissance aussi influente que les États-Unis dans le monde et ainsi modifier le fonctionnement des normes et des institutions internationales afin de les rendre davantage vectrices des intérêts du pays ; telles sont désormais les priorités clairement établies de la politique étrangère de Xi Jinping.¹⁴ Nous allons voir comment la politique africaine de Pékin participe à cette ambition.

1. Présence chinoise en Afrique

Si on procède à la cartographie des États où la Chine et ses entreprises sont les plus présentes sur le continent (cf. *infra*), on trouve, d'une part, une présence plus marquée dans les pays susceptibles d'assurer au géant asiatique un approvisionnement régulier et au meilleur prix dans les secteurs énergétique et des matières premières minérales et organiques (Angola, Nigeria, Soudan en ce qui concerne l'énergie ; Afrique du Sud, République démocratique du Congo dont les sous-sols regorgent de minerais...). D'autre part, la Chine privilégie aussi les marchés les plus prometteurs, c'est-à-dire les États comptant une large population, et donc un vaste marché intérieur réel ou potentiel, ainsi qu'un important besoin en infrastructures (Éthiopie, Nigeria, Algérie, Égypte). Enfin, phénomène plus récent mais amené à prendre de l'importance en raison de la transformation d'une économie chinoise se recentrant sur sa consommation intérieure, de plus en plus d'industriels chinois délocalisent certaines de leurs productions dans des pays d'Afrique prometteurs (Éthiopie). Ces entreprises chinoises installées en Afrique fabriquent des produits destinés à l'exportation.

S'il semble avéré que l'importance et la densité des relations que Pékin entretient avec ses partenaires africains sont donc en grande partie liées à des considérations économiques, il nous faut néanmoins souligner que les petits États moins bien dotés ne sont pas pour autant négligés. Soucieux de maintenir son image de grand pays du Sud et d'y accroître son influence diplomatique, le ministère chinois des Affaires étrangères veille à ce que ceux-ci reçoivent également une partie du gâteau¹⁵.

Au total, la République populaire compte 52 missions diplomatiques dans les capitales africaines, contre 49 pour Washington, et est le membre du Conseil de sécurité des Nations Unies (hormis donc la taille des contingents éthiopien, bangladaïsi, indien, rwandais pakistanais, népalais, égyptien...¹⁶) disposant du plus grand nombre de casques bleus sur le continent – en juillet 2017, plus de 2200, répartis entre la RDC, le Liberia, le Mali, le Soudan et le Soudan du Sud¹⁷. En outre, ce nombre est selon toute vraisemblance appelé à croître ces prochaines années¹⁸.

¹³ Benjamin Roger, *Le Burkina Faso annonce la rupture de ses relations diplomatiques avec Taïwan*, Jeune Afrique, 24 mai 2018.

¹⁴ Engagée dès 2008, la stratégie d'affirmation de la puissance devient plus nette encore à partir de 2012-2013 et, dès 2014, Xi Jinping abandonne officiellement la diplomatie de « profil bas » prônée par Deng Xiaoping.

¹⁵ Jean-Pierre Cabestan, 2015 *op.cit.*, p. 488.

¹⁶ Pour toutes données couvrant les missions de maintien de la paix des Nations Unies, consulter le site officiel : <https://peacekeeping.un.org/en/troop-and-police-contributors>

¹⁷ *Munich Security Report 2018. To the Brink – and Back?*, p.25 ; données fournies par le Mercator Institute for China Studies (MERICS), "China's Emergence as a Global Security Actor: Strategies for Europe", juillet 2017.

¹⁸ *Ibid.*

Commerce : l'Afrique sub-saharienne dépendante de la Chine

Une étude montre une exposition croissante et risquée

Exposition à la Chine

Évaluée par la Coface, société d'expertise en assurance-crédit à l'exportation

Indice mesurant l'exposition relative d'une économie aux changements de demandes de la Chine



Exportations les plus exposées



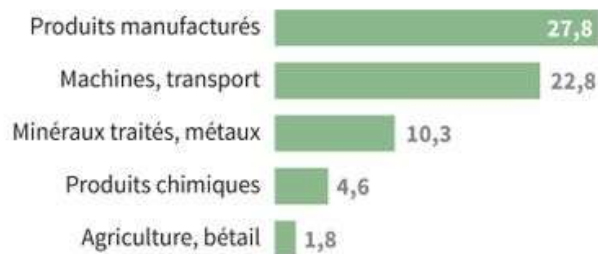
Principaux échanges

En milliards de \$ (2016)

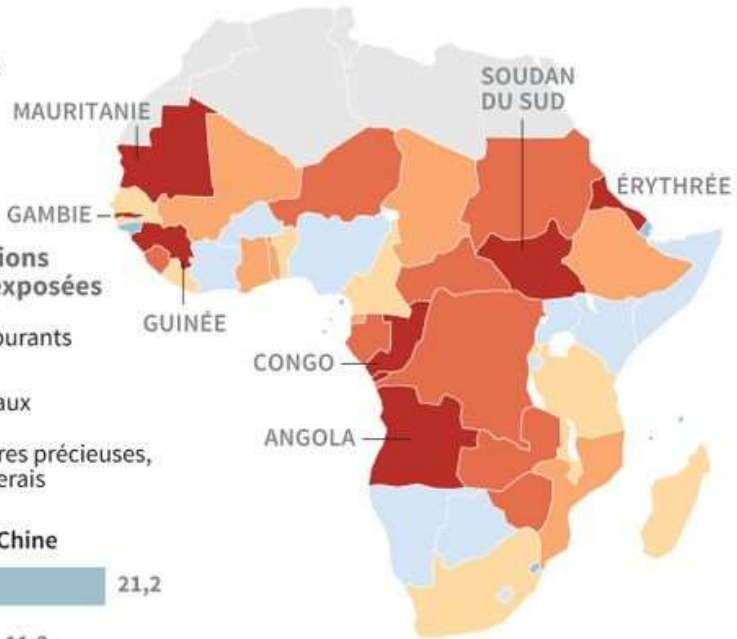
Exportations sub-sahariennes vers la Chine



Exportations chinoises vers l'Afrique sub-saharienne

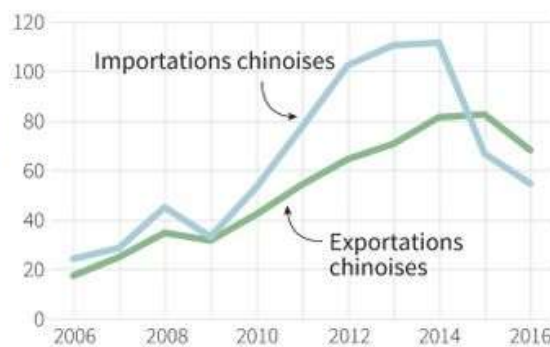


Sources : UNComtrade, Coface Chine-Afrique



Commerce Chine - Afrique sub-saharienne

En milliards de \$



© AFP

2. Dimension économique

Le volet économique occupe une place primordiale dans la politique africaine de Pékin et dans les relations sino-africaines. En Afrique, la Chine a consolidé sa présence depuis une quinzaine d'années, jusqu'à devenir le premier investisseur en volume de capitaux investis (IDE)¹⁹ et le principal partenaire économique et commercial.²⁰ En 2016, les échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique ont atteint 160 milliards d'euros, soit davantage que ceux du continent africain avec l'Inde, la France et les États-Unis réunis²¹.

Ce renforcement croissant de la présence chinoise en Afrique est visible non seulement à travers les investissements de ses entreprises publiques et privées, mais aussi via l'aide au développement, le soutien d'État à la construction d'infrastructures et, enfin, le dialogue avec les dirigeants africains. Cette coopération entre la Chine et l'Afrique s'est ainsi matérialisée dès 2000 par un forum qui réunissait alors déjà 44 pays africains : le Forum de coopération sino-africain (FOCAC), qui depuis lors se tient tous les trois ans, alternativement en Chine et sur le continent africain.

Les relations sino-africaines furent également marquées par la publication, en janvier 2006, d'un livre blanc – « La politique de la Chine à l'égard de l'Afrique » – dans lequel sont évoqués les objectifs de leur coopération sur les plans politique, économique, militaire et culturel. Dans les faits, cette publication s'efforce surtout de démontrer le rôle positif joué par la Chine sur le continent africain et de répondre aux critiques portées sur les effets pervers de sa coopération.²² En 2013, le gouvernement chinois réitéra cet exercice dans un livre blanc consacré à la coopération économique et commerciale sino-africaine. Selon le sinologue Jean-Pierre Cabestan, plus encore que par le passé, cette publication a rendu manifeste « la volonté de Pékin de se justifier et de contrer les accusations contre le caractère prédateur, voire néocolonial, de la présence chinoise en Afrique »²³.

a) Répondre à des besoins considérables en matières premières

Le caractère « prédateur » prêté par beaucoup en Occident, mais aussi parfois (et de plus en plus souvent) par les acteurs africains eux-mêmes, à la politique africaine de Pékin est lié à son insatiable appétit pour les ressources naturelles dont dispose l'Afrique, appétit découlant directement de l'essor de l'économie chinoise ces dernières décennies. La croissance soutenue par l'industrie chinoise s'est doublée d'un besoin exponentiel en hydrocarbures et en matières premières pour alimenter les lignes de production, créant une situation de dépendance vis-à-vis de l'extérieur en matière de minerais et d'approvisionnement énergétique.

Les réserves en minerais de l'Afrique sont essentielles à l'industrie chinoise et, comme pour le pétrole, la « diplomatie des ressources » chinoise accorde dès lors prêts, remises de dettes et constructions d'infrastructures en échange d'un accès privilégié pour ses entreprises aux précieuses matières premières africaines. Le Niger constitue à cet égard une importante réserve d'uranium, et le Zimbabwe de platine et de chrome. En outre, tandis que les sous-sols

¹⁹ La Chine représenterait ainsi 39 % des volumes de capitaux étrangers investis sur le continent africain. (Cf. Charles Bouessel du Bourg, *Infographies : en 2016, la Chine est devenue le premier investisseur étranger en Afrique*, Jeune Afrique, 24 août 2017).

²⁰ Charles Bouessel du Bourg, 24 août 2017, *op.cit.*

²¹ Sébastien Le Belzic, *Le Maroc et les nouvelles routes de la soie : la troisième voie*, Le Monde Afrique, 4 décembre 2017.

²² Jean-Pierre Cabestan, 2015, *op.cit.*, p. 510.

²³ *Ibid.*

de l'Afrique du Sud²⁴ et de la République démocratique du Congo (RDC) regorgent de minerais²⁵, le Congo-Brazzaville et la Zambie exportent du cuivre²⁶, la Guinée de la bauxite, et de nombreux États ont d'importantes réserves de fer et de bois. Cependant, de toutes les ressources dont regorgent les sols et sous-sols africains, ce sont les ressources énergétiques, et plus particulièrement le pétrole, qui suscitent le plus la convoitise de la République populaire.

En effet, longtemps autosuffisante en hydrocarbures, la Chine est devenue un importateur net de pétrole dès 1993²⁷. Ses besoins pétroliers augmentant parallèlement à son essor économique, les volumes importés atteignirent dès 2010 plus de la moitié de la consommation domestique chinoise et, dès 2013, la Chine est devenue le premier importateur mondial de pétrole²⁸. En 2016, la Chine se classait au 2^e rang mondial des plus gros consommateurs de pétrole, mais sa production ne couvrant désormais qu'environ le tiers de sa consommation, la République populaire se voit désormais contrainte d'importer les deux tiers de ses besoins restants. Cette situation a rendu la Chine particulièrement dépendante du Moyen-Orient d'où provient la moitié de ses importations. Aussi, compte tenu de l'influence américaine sur la zone et de la très grande instabilité régionale qui s'y est diffusée au cours des deux dernières décennies en particulier, cette vulnérabilité géopolitique a poussé Pékin à diversifier ses sources d'approvisionnement afin d'en garantir la régularité au meilleur prix possible.

En parallèle, l'Afrique constitue, avec un peu moins de 8 % des réserves mondiales de pétrole, la troisième réserve au monde²⁹. Largement destiné à l'exportation (à 90 % environ³⁰), le pétrole africain apparaît dès lors, aux yeux de Pékin, comme une solution de premier plan, afin de réduire sa dépendance envers les producteurs du Moyen-Orient. Pékin y mène de front activités de prospection, prises de participation et achats, et c'est plus particulièrement la région du golfe de Guinée (surtout l'Angola), qui fait l'objet de l'appétit chinois. En près de 10 ans, Riyad a ainsi perdu près de 10 % de ses parts sur le marché chinois au profit de la Russie, de l'Iran et de l'Angola. En 2016, l'Angola fournissait 16 % du pétrole à la Chine, soit autant que l'Arabie Saoudite (16 %), contre 17 % pour la Russie.³¹

Outre la nécessité de répondre aux besoins énergétiques de son économie, le secteur agroalimentaire (et plus précisément les terres agricoles qui, en raison de la désertification croissante et d'une urbanisation non contrôlée, commencent à manquer en Chine³²), constitue un autre secteur d'intérêt pour la Chine en Afrique. Par ailleurs, depuis 2003, la Chine est devenue importatrice nette de produits agricoles. Néanmoins, comme le précise Deborah Brautigam, professeure à l'université Johns-Hopkins, « on est bien loin de l'accaparement des terres fantasmé par les médias occidentaux », et l'achat de terres agricoles africaines par la

²⁴ L'Afrique du Sud détient les plus grandes réserves mondiales de platine et de chrome.

²⁵ La RDC est le premier producteur et exportateur mondial de cobalt, crucial pour la production de batteries lithium-ion utilisées dans les secteurs automobile (voitures électriques) et de la téléphonie. La RDC est aussi, entre autres, une importante productrice de coltan et de cuivre.

²⁶ 80 % de la production zambienne de cuivre prendrait chaque année la route de la Chine, selon les données du cabinet international Deloitte (Ristel Tchounand, *Chine / Matières premières : indispensable Afrique ?*, La Tribune Afrique, 1^{er} avril 2017).

²⁷ Jean-Pierre Cabestan, 2015, *op.cit.*, p.181.

²⁸ *Ibid.*, p. 75.

²⁹ Après le Proche-Orient et l'Amérique latine (Pascal Le Pautremeat, *L'Afrique : entre défis et succès potentiels, loin des fatalités*, Diploweb.com, 3 octobre 2015).

³⁰ Frédéric Munier, *Géopolitique du pétrole : l'Afrique terrain de bataille*, Diploweb.com, 11 septembre 2016.

³¹ Emmanuel Hache, *Fake news ou pragmatisme chinois sur les marchés internationaux ?*, Tribune, Iris, 28 septembre 2017.

³² La Chine possède 7 % des terres arables dans le monde, pour une population mondiale de 20 %.

Chine reste en réalité assez marginal en comparaison avec le volume total des investissements chinois sur le continent³³.

Ainsi, il n'est pas étonnant de constater que c'est en relation avec les secteurs des matières premières et des énergies fossiles que la Chine investit le plus. Ce qui ne fait que conforter le lien étroit entre les besoins de l'économie chinoise et le développement des investissements en Afrique. Enfin, il convient de porter un éclairage sur la nature des investissements en provenance de Chine. Ceux-ci associent des fonds d'aide directe au développement³⁴ et des investissements de sociétés privées, mais aussi de grandes entreprises publiques. En effet, les conglomérats à capitaux d'État occupent un rôle central dans le développement des investissements chinois dans les infrastructures, tant en Chine même qu'à l'étranger. Quant au financement de ces investissements, il s'appuie notamment sur des fonds publics ainsi que sur la BAI³⁵, ce qui invite de nombreux experts à faire mention de l'émergence d'un consensus de Pékin (voir *infra*).

³³ Christophe Le Bec, *La Chinafrique fait sa révolution, Jeune Afrique*, 17 novembre 2015.

³⁴ Les méthodes de calcul de l'aide chinoise diffèrent de celles de l'OCDE : à l'aide directe, Pékin ajoute le financement du développement. Ainsi l'aide au développement chinois comprend les dons en devises et en nature, les prêts sans intérêts et concessionnels, les dépenses de formation et d'assistance technique, ainsi que les annulations de dettes. Par ailleurs, si aucune condition de bonne gouvernance n'est attachée à l'aide chinoise, celle-ci reste en grande partie liée à des projets de développement ou d'infrastructures qui stimulent les relations économiques sino-africaines, favorisant les exportations chinoises (Jean-Pierre Cabestan, 2015, *op.cit.*)

³⁵ Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures.

Focus sur le système chinois de prêts « infrastructures contre matières premières » : le « modèle angolais »

Le « modèle angolais » est l'illustration parfaite de l'importance prioritaire accordée par la diplomatie chinoise aux États richement dotés en matières premières. L'aide chinoise – souvent sous forme de prêts - est alors liée à la réalisation de projets impliquant des entreprises chinoises dont le financement est garanti par l'exportation vers la Chine de pétrole ou minerais. En Angola, la Chine a ainsi construit l'industrie pétrolière en échange d'un accès privilégié à son pétrole, mais ce système a aussi permis l'implantation durable d'entreprises chinoises, principalement d'infrastructures (routes, voies ferrées, distribution d'électricité, télécommunications) et de construction, notamment un plan d'un million de logements. En 2016, l'Angola fournissait ainsi à la Chine 16 % du volume total de ses besoins en pétrole, soit autant que l'Arabie Saoudite – seule la Russie faisant mieux avec 17 %. L'Angola est également le second partenaire commercial de Pékin en Afrique et, comptant au moins 400.000 individus, la diaspora chinoise en Angola forme l'une des plus importantes communautés chinoises du continent africain.

L'origine du développement de ce modèle, au début des années 2000, est liée à la faible crédibilité internationale dont jouissaient alors les autorités angolaises, rebutant les investisseurs et bailleurs de fonds étrangers (FMI, BM) ne souhaitant pas se risquer à y financer des projets de développement. Les autorités et les entreprises chinoises ne s'embarassant pas d'autant de précautions, il en découla une relation étroite, mais aussi particulièrement opaque entre celles-ci, d'une part, et les militaires angolais et la famille de l'ancien président dos Santos, d'autre part. Enfin, parallèlement aux relations politiques, la coopération militaire entre la Chine et l'Angola, a connu des développements significatifs sous le « règne » de José Eduardo dos Santos.

Toutefois, le régime angolais a récemment connu une évolution majeure : le départ du pouvoir présidentiel de José Eduardo dos Santos, qui s'y était maintenu trente-huit ans, et la victoire électorale de son dauphin et remplaçant João Lourenço, investi troisième président angolais le 26 septembre 2017. Depuis, un nombre important de proches du clan dos Santos, notamment ses propres enfants, ont été écartés d'institutions clés du pouvoir angolais, laissant deviner, contrairement à ce que de nombreux observateurs anticipaient, une marge de manœuvre accrue du nouveau chef d'État angolais, que l'on dit parfois proche des États-Unis.

Plus récemment, en septembre 2017, la Chine et la Guinée ont signé un accord similaire pour un montant de 20 milliards de dollars. Cet accord cadre prévoit l'octroi de ressources minières guinéennes à des sociétés chinoises contre le financement d'infrastructures à hauteur de 20 milliards de dollars. Parmi les projets prévus dans l'accord figurent une raffinerie d'alumine et deux mines de bauxite.

b) Conquête du marché africain et débouchés chinois

Outre la priorité qu'accorde Pékin à la sécurisation de ses importations de pétrole et de matières premières africaines, le commerce sino-africain est également stimulé par les exportations chinoises de matériaux nécessaires à la réalisation des projets d'infrastructures financés par des bailleurs de fonds chinois sur le continent africain ou de produits de consommation bon marché, voire désormais haut de gamme.

Les entreprises chinoises signent aujourd'hui près du tiers des contrats internationaux de développement d'infrastructures en Afrique³⁶. En sus des infrastructures d'industries extractives (ressources minières et pétrolières), la Chine et ses entreprises investissent aussi dans les secteurs financier, de la construction et – plus modestement – manufacturier et agricole. Les autorités chinoises ont notamment créé des parcs industriels au Nigeria, en Zambie, en Éthiopie et à l'île Maurice. Ces parcs favorisent l'implantation d'entreprises chinoises dans le secteur manufacturier.

La densité et la diversification de ces investissements permettent à la Chine continentale d'atteindre un double objectif : premièrement, accroître les échanges avec les pays d'Afrique, en vue de maintenir un taux de croissance élevé et, deuxièmement, se positionner comme un acteur économique et commercial incontournable pour les prochaines décennies. En effet, les investissements en Afrique coïncident avec le ralentissement tendanciel de la croissance économique chinoise, passée de 14,2 % en 2007 à 6,3 % en 2017.

La baisse relative mais réelle de la croissance de l'économie chinoise a donc eu un impact direct sur la multiplication des projets d'acquisition et de construction des infrastructures en Afrique et à l'international³⁷. Le lancement du projet des « nouvelles routes de la soie » en 2013 en est une illustration. Par ailleurs, le contraste entre la « facilité » avec laquelle la RPC peut mobiliser ses importantes réserves en devises pour investir à l'étranger et les difficultés des acteurs « traditionnels » à investir des capitaux aussi importants offre à Pékin l'opportunité d'exercer son influence politique et son pouvoir de convaincre (« *soft power* »), particulièrement en Afrique.

Aussi, conscients de l'interdépendance entre leur économie et celle du reste du monde, les dirigeants chinois entendent-ils multiplier les investissements dans les infrastructures sur la scène internationale. C'est notamment dans ce cadre qu'est né le projet *One Belt, One Road* (OBOR) auquel prend pleinement part l'Afrique de l'Est, avec pour objectif économique premier aux yeux de Pékin de relancer ses exportations en économisant sur les coûts de transport et de logistique.

Le ralentissement de la croissance mondiale depuis la crise bancaire et financière de 2007-2008 a entraîné un affaiblissement de la demande internationale en produits chinois. À cette interdépendance entre l'économie mondiale et l'économie chinoise s'ajoutent, pour l'empire du Milieu des coûts de production toujours plus élevés en raison d'une perte de compétitivité et, en conséquence, des exportations et des taux de croissance en chute libre.³⁸ Pour y répondre, Xi Jinping lance dès 2013 le projet OBOR³⁹, plus communément appelé « nouvelles routes de la soie », dans l'optique de renforcer la dimension stratégique de la « connectivité » de la Chine au reste du monde et particulièrement à l'Asie du Sud, le Moyen-Orient, l'Europe-Eurasie et l'Afrique.

Ce programme, devrait – en multipliant la construction de lignes de communication routières, ferroviaires et maritimes (ainsi que le câblage Internet) afin de relier la Chine à l'Europe et à l'Afrique – permettre une économie sur les coûts de transport et de logistique et donc *in fine* relancer les exportations chinoises, mais aussi donner un nouvel élan à la relation Chine-Afrique en y associant notamment l'Afrique de l'Est (Éthiopie, Djibouti, Kenya), l'Égypte, l'Afrique du Sud ou encore le Maroc⁴⁰.

³⁶ Jean-Pierre Cabestan, 2015, *op.cit.*, p.508.

³⁷ *Ibid.*

³⁸ Sébastien Le Belzic, *L'Afrique au cœur de la nouvelle Route de la soie*, Le Monde Afrique, 24 avril 2017.

³⁹ Acronyme de « One Belt, One Road », littéralement : « une ceinture, une route ».

⁴⁰ Sébastien Le Belzic, *Ces marques chinoises qui débarquent en Afrique*, Le Monde Afrique, 22 janvier 2018. Pour une analyse inverse selon laquelle l'Afrique ne sera pas associée au projet OBOR, voir : Agnès Favier, Thierry Pairault : *La présence des Chinois en Afrique n'est pas une présence d'investisseurs*, Le Point Afrique, 20 février 2018.

C'est ainsi plus de la moitié des investissements prévus par la Chine dans le cadre de ces nouvelles routes de la soie qui serait consacrée à l'Afrique : « Ce sont surtout les installations portuaires qui sont concernées. L'encerclement du continent par une dizaine de ports financés par la Chine correspond ainsi à cette « 'ceinture' » évoquée par Pékin. 90 % des importations et des exportations africaines passent par la mer. Durban en Afrique du Sud et Port-Saïd en Égypte étant les deux plus importants ports de conteneurs du continent africain, il était indispensable de proposer d'autres portes d'entrée dans la corne de l'Afrique et en Afrique de l'Ouest et du Nord. »⁴¹. Pour les entreprises chinoises exportatrices de biens, si la communauté considérable d'expatriés et touristes chinois constitue une cible, cette « nouvelle route » représente également une opportunité de s'imposer hors de Chine et de séduire une clientèle africaine de plus en plus tournée vers la Chine et ses produits haut de gamme⁴². Ainsi, selon la Banque africaine de développement (BAD), la classe moyenne africaine atteint déjà 350 millions de personnes, soit autant qu'en Chine continentale⁴³. Enfin, pour des raisons déjà évoquées (voir *supra*), fluidifier le transport de matières premières du continent africain vers le géant asiatique et faire du continent noir une plate-forme de production vers l'Europe constituent également des objectifs économiques primordiaux de ce grand dessein.

Les ambitions de ce programme sont aussi, naturellement, stratégiques. Ces nouvelles voies de communication commerciales sont un moyen, pour Pékin, de faciliter l'accroissement de son influence politique et, au-delà, de propager son *soft power* et son modèle de modernisation autoritaire (voir *infra* « Émergence d'un "consensus de Pékin" ? »). Aussi, la République populaire entend se développer comme une nouvelle puissance maritime à même de faire face aux États-Unis⁴⁴. En plus de l'usage commercial, plusieurs de ses nouvelles installations portuaires serviront également un usage militaire. C'est le cas notamment de Djibouti qui accueille aujourd'hui la première base militaire chinoise à l'étranger (voir *infra*), mais aussi de Sao Tomé-et-Principe, des Seychelles et de Walvis Bay en Namibie, tous concernés par des développements similaires quoique de moindre importance⁴⁵. Enfin, l'un des enjeux du projet est la maîtrise des standards, de la classification et des normes du commerce engendré. L'objectif est donc également d'influencer sur la mondialisation juridique jusqu'ici largement dominée par les États-Unis et dans une moindre mesure par l'Europe⁴⁶.

⁴¹ Sébastien Le Belzic, *L'Afrique au cœur de la nouvelle Route de la soie*, Le Monde Afrique, 24 avril 2017.

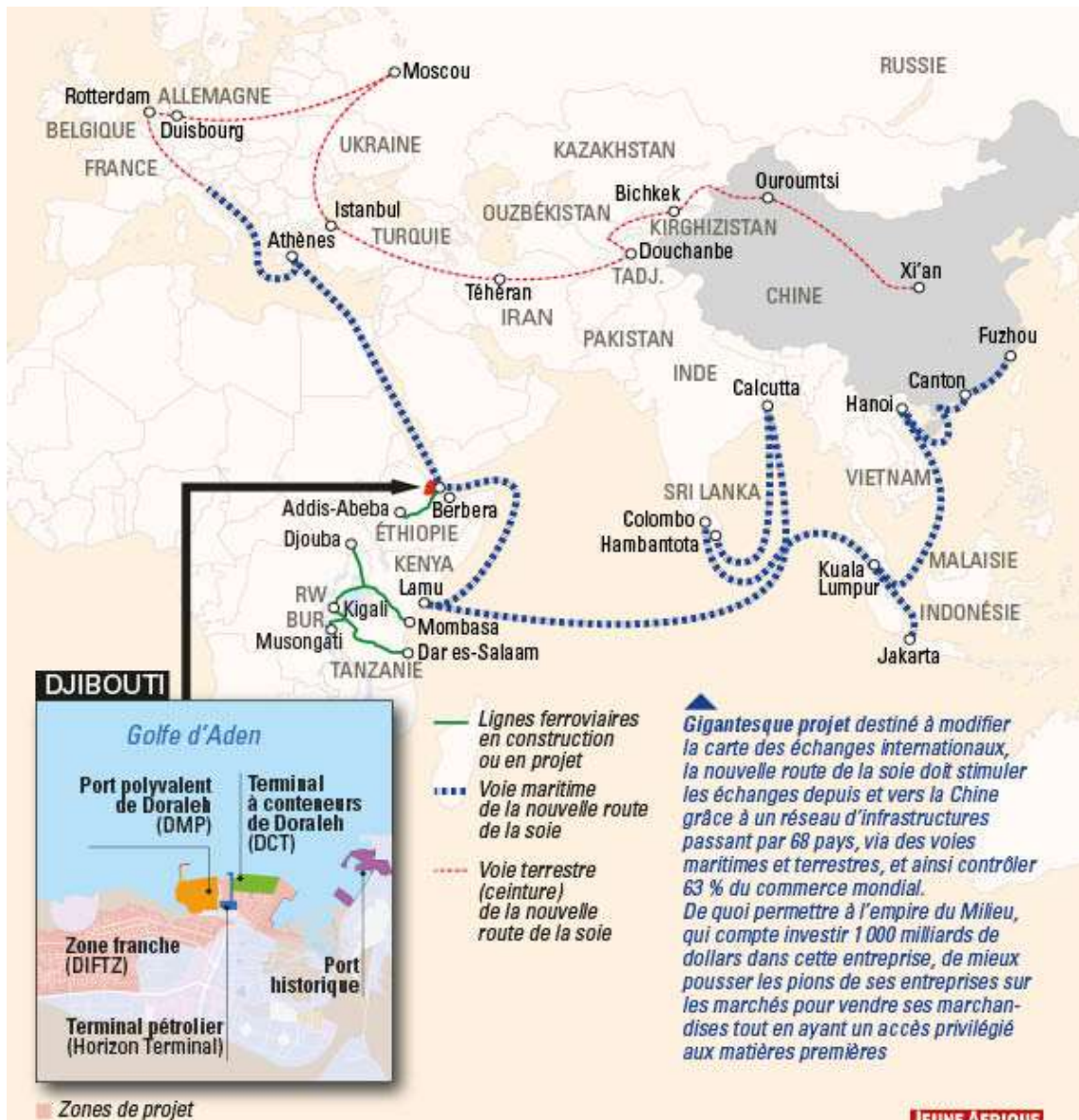
⁴² Sébastien Le Belzic, *Ces marques chinoises qui débarquent en Afrique*, Le Monde Afrique, 22 janvier 2018.

⁴³ *Ibid.*

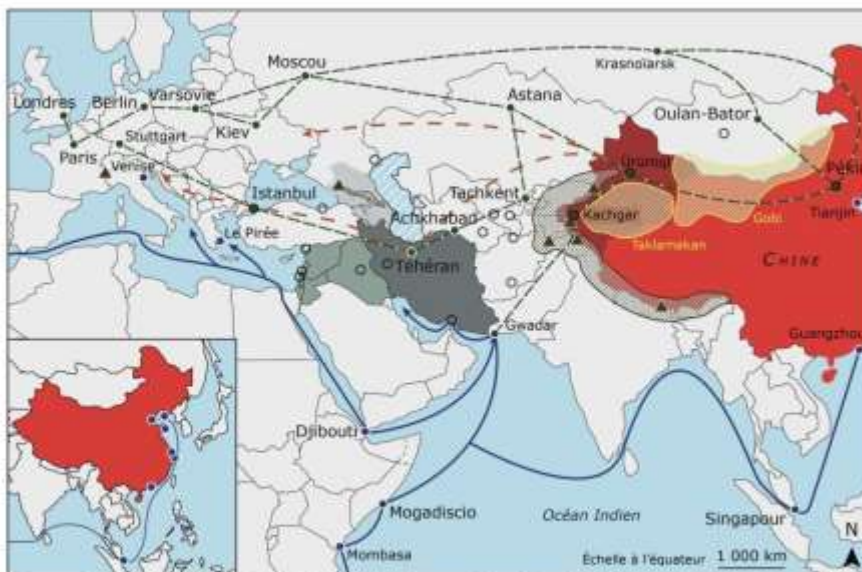
⁴⁴ Sébastien Le Belzic, *L'Afrique au cœur de la nouvelle Route de la soie*, Le Monde Afrique, 24 avril 2017.

⁴⁵ *Ibid.*

⁴⁶ Antoine Garapon, *Les nouvelles routes de la soie : La voie chinoise de la mondialisation*, IHEJ, 26 novembre 2016.



Quelles ambitions et contraintes pour les Routes de la soie ?



Sources : C. Bezamat-Mantes et D. Schaeffer, Diploweb.com, octobre 2014 ; MERICS, décembre 2015 ; Elisana, février 2018 ; Banque mondiale, février 2018.

Conception de la carte et de la légende : T. Garcin avec F. Amat et P. Verluise. Réalisation : F. Amat

© Février 2018 - F. Amat / Diploweb.com

Focus sur l'Éthiopie : un miracle chinois en Afrique ?

Pékin et Addis-Abeba ont établi un partenariat stratégique global dès 2003 et, depuis, les échanges de visites entre gouvernements et partis au pouvoir se sont multipliés. À partir de 2006, Pékin s'est engagé dans la mise en œuvre d'importants projets d'infrastructures en Éthiopie représentant 10 % de l'ensemble des projets chinois sur le continent. Dès 2008, la RPC y établit un premier parc industriel où un nombre croissant d'entreprises chinoises sont venues s'installer et investir dans des secteurs variés tels que le cuir, la chaussure et l'assemblage automobile. Forte du succès de cette première expérience, et tablant sur les facilités légales introduites par les autorités éthiopiennes afin de faire de leur pays un des environnements les plus favorables aux investissements étrangers en Afrique, l'Éthiopie inaugure à l'été 2016 un parc industriel plus grand encore, le *Hawassa Industrial Park*, situé à 300 km d'Addis-Abeba. Ce parc d'un millier de kilomètres carrés, construit et développé avec des capitaux chinois, est essentiellement destiné à développer l'industrie du textile et de l'habillement. Plus récemment, le 1^{er} janvier 2018, a été inaugurée une ligne ferroviaire électrifiée, de 756 km, reliant l'Éthiopie à Djibouti, construite par deux sociétés chinoises, la *China rail engineering corporation* et la *China civil engineering construction corporation*. Cette ligne permettant le transport de fret et de personnes et en partie financée par la banque *Exim Bank of China* a coûté quatre milliards de dollars.

Ainsi, pauvre en ressources naturelles, l'Éthiopie est pourtant devenue, depuis le début des années 2000, le principal bénéficiaire des prêts chinois en Afrique, ayant reçu des financements pour la construction d'infrastructures pour un montant de l'ordre 12,3 milliards de dollars au cours des quinze dernières années. À titre de comparaison, ce montant correspond à plus du double de la somme des montants prêtés au Soudan, producteur de pétrole, et à la RDC, dont les sous-sols regorgent de minerais.

À l'évidence, l'intérêt que la République populaire porte à l'Éthiopie n'est pas guidé par les matières premières dont elle pourrait bénéficier. En revanche, la croissance soutenue qu'affiche l'Éthiopie depuis près d'une décennie ainsi que sa large population de plus de 100 millions d'habitants font du pays un marché particulièrement attractif pour les entreprises chinoises désirant écouler leurs produits et soucieuses d'y produire à bas coûts.

Au plan diplomatique, un second élément séduit également Pékin. L'Éthiopie est en effet une puissance régionale importante, abritant le siège de l'Union africaine (UA), et qui n'hésite pas à s'impliquer dans le règlement des conflits régionaux, notamment en Somalie et au Soudan du Sud. Autant d'éléments qui intéressent le régime chinois et ses ambitions internationales croissantes.

Le développement de l'Afrique de l'Est présente un intérêt stratégique majeur pour la Chine car celui-ci lui permet de consolider ses politiques de sécurité et de défense, mises au point dans le but de garantir la sécurité de ses voies d'approvisionnement maritimes et d'accroître ses points de relais et sa présence militaire dans la région de l'océan Indien⁴⁷. L'exemple éthiopien permet d'illustrer qu'en sus de la sécurisation de son approvisionnement en matières premières, la politique africaine de la Chine relève aussi d'une ambition plus large, à la fois dans sa dimension économique, mais aussi dans sa volonté holistique d'être présente sur les autres fronts : diplomatique, stratégique, politique et culturel⁴⁸.

⁴⁷ Jeune Afrique, *Les Chinois en Afrique : où sont-ils ? Que font-ils ?*, 12 mars 2014.

⁴⁸ Notamment à travers la diffusion des instituts Confucius, dispensant des cours de langue (mandarin) et de culture chinoises.

3. Enjeux politico-diplomatiques et idéologiques

Ainsi, à travers son soutien aux activités chinoises en Afrique, le projet OBOR et l'édification de la BAI, Pékin propose une architecture sino-centrée pour le commerce et l'investissement qui voit son champ d'application en constante augmentation. En conséquence, la dépendance économique accrue des États africains vis-à-vis de la Chine pourrait permettre à Pékin d'encourager (ou de contraindre) la coopération dans d'autres domaines⁴⁹. En somme, le développement des flux économiques et commerciaux entre la Chine et l'Afrique concourt donc également à une influence politique grandissante de la République populaire sur le continent africain.

Entre la Chine et l'Afrique, les relations ne se sont jamais réduites à des considérations uniquement économiques. Le volet diplomatique des relations sino-africaines permet, autrefois, l'isolement de Taïwan et l'assurance pour la République populaire d'entrer à l'ONU en 1971. Les relations sino-africaines permirent également à Pékin de former des majorités onusiennes capables de barrer la route aux résolutions antichinoises soumises par l'Occident, notamment sur les droits de l'homme⁵⁰. À l'inverse, le fait que la République populaire soit membre permanent du Conseil de sécurité pèse forcément sur ces États africains qui n'y sont pas représentés et qui peuvent en conséquence compter sur un puissant porte-voix⁵¹.

D'avantage encore depuis Xi Jinping, la politique africaine de Pékin participe d'une stratégie plus large de volonté et d'affirmation de puissance au niveau mondial – l'ambition chinoise de devenir une « puissance globale »⁵². Les priorités de la politique étrangère de Xi Jinping sont clairement établies : au-delà de la mise en exergue de ses intérêts fondamentaux ou tout simplement nationaux, Pékin souhaite davantage se faire entendre et participer d'une manière plus active à la définition des normes internationales et, *in fine*, devenir une superpuissance aussi influente que les États-Unis dans le monde.

Dans cette stratégie, le grand nombre d'États africains – aujourd'hui 54 – et le soutien qu'une grande partie d'entre eux est prête à apporter à Pékin dans les arènes internationales jouent un rôle évident. À cet égard, si Pékin exerce sa diplomatie en faveur de la multipolarité, en tissant une relation privilégiée avec la puissance régionale sud-africaine (G20, BRICS), elle n'en oublie pour autant aucun État et, plus qu'un simple lieu consacré à la coopération commerciale entre la Chine et l'Afrique, le Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC⁵³) est alors l'occasion pour le gouvernement chinois de développer son influence politique et diplomatique sur le continent africain.

⁴⁹ *Munich Security Report 2018. To the Brink – and Back?*, p.24, disponible en ligne sur : <https://www.security-conference.de/en/discussion/munich-security-report/munich-security-report-2018/>

⁵⁰ Jean-Pierre Cabestan, 2015, *op.cit.*, p.507.

⁵¹ Xavier Aurégan, « L'avenir de l'Afrique s'écrit-il en Asie ? », *Asia focus* n°37, Iris, juin 2017.

⁵² Inspiré du concept américain de *comprehensive national power*, la notion chinoise de « puissance globale » ou « complète » recouvre la capacité d'un pays à préserver et développer l'ensemble des forces matérielles et intellectuelles qu'il possède dans les domaines politique, économique, scientifique, technique, militaire, éducatif, culturel, diplomatique et spirituel, ainsi que l'accès aux ressources naturelles (Jean-Pierre Cabestan, *op.cit.*, pp. 133-134). La plupart des experts chinois et des sinologues occidentaux s'accordent néanmoins pour considérer la Chine actuelle comme une « puissance partielle ».

⁵³ Acronyme anglais pour *Forum On China-Africa Cooperation*.

À mentionner enfin, le fait que l’Afrique constitue le lieu privilégié où le parti-État chinois⁵⁴ teste la montée de son *soft power*⁵⁵ et la possible promotion de son propre modèle de développement, l’affaiblissement du *soft power* de la superpuissance américaine sous l’administration Trump lui offrant par ailleurs une fenêtre d’opportunité. Idéologiquement, l’Afrique constitue *in fine* un enjeu et un instrument de compétition contre le « camp occidental » à travers l’émergence d’un cadre normatif alternatif de gouvernance souvent désigné sous le nom de « consensus de Pékin ». Nous y reviendrons dans les lignes qui suivent.

a) *Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC)*

Depuis 2000, le FOCAC réunit tous les trois ans, alternativement à Pékin et dans une capitale africaine, la plupart des chefs d’État et de gouvernement du continent. Ces conférences ministérielles sont l’occasion pour Pékin d’exprimer et d’affirmer sa stratégie africaine, fondée sur une offre d’aide massive ainsi que sur des promesses d’investissements et de coopération. Ainsi, si le précédent forum, organisé en décembre 2015 à Johannesburg, avait vu la Chine annoncer quelque 55 milliards d’euros d’aides et d’investissements⁵⁶, le cru 2018 qui se tiendra à Pékin au mois de septembre s’annonce tout aussi prometteur. À l’agenda de cette 7^e édition,

FOCAC	Principales conclusions et effets d’annonce
2000 à Beijing	Échanges et volontés multilatérales de coopération dans les domaines politique, économique, commercial, culturel, éducatif, sanitaire, touristique, financier, du développement des ressources humaines, des échanges entre les jeunes, de la protection de l’environnement, de l’énergie, etc. Annulation de dettes envers 32 PPTe et PMA (1,2 milliard de dollars)
2003 à Addis-Abeba	Exemption de droits de douane sur 190 produits ; Formation de 10 000 professionnels ; Festival international « Rendez-vous à Beijing » Festival des « jeunesses chinoises et africaines » ; Tournée de la « culture chinoise en Afrique » ; Essor du tourisme Programme de jeunes volontaires chinois en Afrique ; Intensification de la coopération dans de multiples domaines
2006 à Beijing	Doublément de l’assistance ; 5 milliards de dollars de crédits préférentiels ; Annulation massive de dettes Fonds de développement sino-africain (5 milliards également) ; Exemption de droits de douane sur 440 produits Création de zones de libre-échange en Afrique ; Formation de 15 000 professionnels ; Doublément des bourses universitaires Envoi de 100 agronomes et ouverture de 10 centres pilotes ; Construction de 100 hôpitaux Don de 30 millions de dollars pour la lutte contre le paludisme ; Construction de 300 écoles ; Envoi de 300 jeunes volontaires
2009 à Charm el-Cheikh	Partenariat de lutte contre le changement climatique ; Construction de 100 projets d’énergie renouvelable 10 milliards de crédits préférentiels (<i>Exim Bank</i>) ; 1 milliard d’aides aux PME Suppression des droits de douane à 95 % pour les PMA Ouverture de 10 nouveaux centres pilotes (20) ; Envoi de 50 missions agricoles Former 2 000 techniciens agricoles ; Former 3 000 infirmiers et médecins Construire 50 écoles ; Former 1 500 directeurs d’école et enseignants ; Atteindre 5 500 bourses universitaires ; Bourses envers 100 post-doctorants ; 100 projets pilotes de recherche scientifique
2012 à Beijing	Ligne de crédit de 20 milliards de crédits préférentiels (<i>Exim Bank</i>) Adhésion de l’Union africaine au FOCAC Coopération judiciaire et politique (partis) ; Coopération en matière de paix et de sécurité Suppression des droits de douane à 97 % pour les PMA Programme « Talents africains » pour former 30 000 Africains ; Atteindre 18 000 bourses ; Envoi de 1 500 médecins Intensification de la coopération culturelle (Instituts Confucius) et entre médias ; Intensification de la coopération « intellectuelle » et entre <i>Think Tanks</i>

⁵⁴ Le terme de « parti-État » est privilégié dans la présente étude afin de souligner combien le *soft power* chinois n’est pas tant le résultat d’un rayonnement culturel provenant d’une société civile active sur une base propre et autonome mais, au contraire, une entreprise étatique dirigée par le PCC. En témoigne la création en 2012 de la *Chinese Public Diplomacy Association*, sorte d’agence de communication étatique promouvant l’image de la Chine dans toutes les régions du monde (Ibrahima Bayo Junior, *Le Soft-power made in China*, La Tribune Afrique, 23 mars 2017.)

⁵⁵ Notamment à travers la promotion du mandarin et l’établissement de centres culturels chinois, principalement situés en Afrique, mais aussi par sa puissance médiatique symbolisée par l’Agence Xinhua (Chine Nouvelle) et la Télévision centrale de Chine (CCTV), ainsi que la coopération académique.

⁵⁶ Sébastien Le Belzic, *En dix ans, la diplomatie chinoise a visité la quasi-totalité des pays africains*, Le Monde Afrique, 19 février 2018.

on s'attend notamment à une clarification de Pékin sur sa stratégie africaine des nouvelles routes de la soie (voir *supra*), ainsi que la mise en avant de la lutte contre le changement climatique, sujet majeur sur lequel Pékin à l'intention de faire davantage entendre sa voix depuis le retrait des États-Unis des accords de la COP21.⁵⁷

b) *Émergence d'un « consensus de Pékin » ?*

S'opposant au modèle libéral-démocratique de développement occidental – ou « consensus de Washington » – prônant dans le discours, outre le libre-échange, également la lutte contre la corruption, la transparence, la démocratisation et la défense des droits de l'homme, le gouvernement chinois cherche à imposer son propre modèle de modernisation autoritaire, le « socialisme avec des caractéristiques chinoises », préconisant le développement et la croissance économique en rejetant toute ingérence dans les affaires intérieures.⁵⁸

Ainsi, comme le confirme Alice Ekman, chercheuse au Centre Asie de l'Institut français des relations internationales (Ifri), « les autorités chinoises promeuvent assurément un modèle de développement et de gouvernance alternatif à l'étranger auprès de pays qui font face à des difficultés économiques »⁵⁹. Il ne s'agit donc plus pour l'État-parti chinois d'uniquement résister aux tentatives occidentales d'exporter la démocratie sur son territoire national, mais davantage – sûr de son nouveau statut sur la scène internationale et désireux d'accroître son influence internationale – « de contre-attaquer, en défendant à l'international un système politique proche du système chinois »⁶⁰, particulièrement auprès des pays en voie de développement, et notamment en Afrique, où son pouvoir économique et commercial lui octroie une capacité d'influence certaine.⁶¹

La réussite économique chinoise depuis les débuts de la politique de réforme et d'ouverture en 1979 constitue par ailleurs l'atout principal sur lequel mise Pékin pour légitimer et répandre son modèle d'État dirigiste et d'organisation autoritaire du politique sous-jacente à la vision d'un ordre global il-libéral porté par les autorités chinoises. Si ce discours séduit indéniablement un certain nombre de régimes autoritaires⁶² (Éthiopie, Rwanda, Soudan, Zimbabwe, etc.), la question demeure toutefois de savoir si son influence peut aller au-delà.

La réponse n'est pas simple. D'un côté, on observe un intérêt manifeste de certains gouvernements africains pour l'« exemple » chinois, mais d'un autre, depuis la fin de la Guerre froide, les revendications démocratiques au sein des sociétés civiles ont progressé à des degrés divers et avec des résultats inégaux dans de nombreuses régions du monde. Cette dynamique est également présente en Afrique où l'essor des classes moyennes, présumées plus hostiles

⁵⁷ *Ibid.*

⁵⁸ « (...) Le chemin, la théorie, le système et la culture du socialisme avec des caractéristiques chinoises ont continué à se développer, ouvrant la voie à d'autres pays en voie de développement pour parvenir à la modernisation. Il offre une nouvelle option aux autres pays et nations qui veulent accélérer leur développement tout en préservant leur indépendance ; et il offre la sagesse chinoise et une approche chinoise pour résoudre les problèmes auxquels l'humanité est confrontée. » (Xi Jinping, *Secure a Decisive Victory in Building a Moderately Prosperous Society in All Respects and Strive for the Great Success of Socialism With Chinese Characteristics for a New Era*, Xinhua, 3 novembre 2017.)

⁵⁹ Le Figaro, Alice Ekman : « *Le soft power chinois se durcit* », 10 janvier 2018.

⁶⁰ *Ibid.*

⁶¹ Pour rappel, Pékin s'appuie sur ses réserves financières considérables pour en distribuer une part dans l'aide au développement ou dans des investissements, les deux étant souvent liés (voir *supra*).

⁶² Ces régimes perçoivent le « consensus de Pékin » comme un recours face au « consensus de Washington » qui met potentiellement en péril leur survie.

aux autoritarismes, pourrait accompagner cette dynamique.⁶³ Le constat de cette balance entre sinophobie et sinophilie semble nuancé. Si l'on en croit un sondage réalisé par *Afrobarometer* en 2016 dans 36 pays du continent, ce ne seraient ainsi pas moins de 24 % des personnes sondées qui considéreraient la Chine comme présentant le meilleur modèle de développement pour l'Afrique, juste derrière les États-Unis, avec 30 % d'avis favorables⁶⁴.

4. Approche sécurité-défense de la Chine en Afrique

La présence militaire chinoise en Afrique, longtemps discrète, s'est accrue ces dernières années. Elle se décline désormais sous forme d'accords bilatéraux de coopération militaire avec onze pays africains (Algérie, Angola, Égypte, Ghana, Nigeria, Afrique du Sud, Soudan du Sud, Tanzanie, Ouganda, Zambie et Zimbabwe). Ces partenariats bilatéraux sont plus étroits avec certains partenaires privilégiés (Algérie, Éthiopie, Soudan, Tanzanie, Zimbabwe)⁶⁵. En outre, par analogie avec le modèle angolais de prêts « infrastructures contre matières premières » (cf. *supra*), les autorités de Pékin usent parfois de l'échange « armement contre accès à certaines matières premières », tel que l'uranium au Niger⁶⁶. Ce qui fait dire au commandant Le Goff que « la Chine est prête à passer outre toute considération politique, éthique et déontologique pour, *in fine*, satisfaire ses propres intérêts »⁶⁷.

La Chine est aujourd'hui le principal fournisseur d'armements de l'Afrique subsaharienne⁶⁸. Néanmoins, ces transferts d'armes vers des régimes autoritaires ou des acteurs non-étatiques dans des régions instables suscitent côté occidental, en miroir des ambitions concurrentes et des paradoxes réflexifs, beaucoup d'interrogations, d'inquiétudes et d'agacements. Le régime chinois se pose ainsi en alternative lorsque les partenaires occidentaux prennent leurs distances ou imposent des embargos, permettant à certains pays de se fournir en matériel militaire et formations⁶⁹. Aussi, Pékin transfère de l'armement militaire à un certain nombre de destinataires finaux non-étatiques, l'ignorant ou feignant de l'ignorer⁷⁰.

De plus en plus, la présence militaire chinoise se décline aussi dans le cadre de la coopération multilatérale, à travers la participation de troupes chinoises aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies notamment, ou encore l'envoi, à partir de 2008, de navires de guerre parmi les plus modernes de la flotte chinoise pour participer à la sécurisation du golfe d'Aden contre la piraterie.⁷¹ Pourtant, jusqu'en 2009, en raison de sa politique non-interventionniste, la Chine ne participait aux opérations de maintien de la paix de l'ONU que dans un cadre strictement non combattant.⁷² Depuis, Pékin a infléchi sa position, impliquant

⁶³ Pascal Le Pautremeat, *L'Afrique : entre défis et succès potentiels, loin des fatalités*, Diploweb.com, 3 octobre 2015.

⁶⁴ David Pilling, *Que cherche la Chine en investissant autant en Afrique ?*, Jeune Afrique, 13 juillet 2017.

⁶⁵ Cabestan, *op.cit.*, p. 512.

⁶⁶ Cédric Le Goff, « La Chine et l'Afrique. Lorsque l'opportunité occulte le risque », *Asia focus n°35*, Iris, juin 2017.

⁶⁷ *Ibid.*

⁶⁸ Il est bien question ici d'Afrique subsaharienne puisque, comme nous le verrons dans la partie consacrée à la politique africaine de la Russie, si l'on inclut le nord du continent (notamment l'Algérie et l'Égypte), la Russie fournit comparativement des volumes plus élevés.

⁶⁹ Ce fut notamment le cas au Zimbabwe, en Guinée équatoriale et plus récemment au Burundi (Aline Lebœuf, « Coopérer avec les armées africaines », *Focus stratégique, n°76*, Ifri, octobre 2017. p.19).

⁷⁰ Jean-Pierre Cabestan, *op.cit.*, p.512.

⁷¹ La marine chinoise fait partie de la force internationale Atalante de lutte contre la piraterie maritime dans la Corne de l'Afrique.

⁷² Ainsi, en 1997, Pékin accepta le principe de mettre à disposition de l'ONU des officiers de police et des forces militaires médicales, du génie, du train ou chargées de logistique. Citons par ailleurs les envois d'observateurs militaires dans les années 1990 ; la participation de la RPC à des opérations de maintien de la paix au Liberia et

notamment sa force militaire dans la mission de stabilisation au Mali dès 2013, puis au Soudan du Sud à partir de septembre 2014.

Désormais, la Chine est l'un des plus importants contributeurs aux missions de maintien de la paix de l'ONU. Sur l'année fiscale 2017-2018, elle contribue ainsi à hauteur de 700 millions de dollars au financement des opérations de maintien de la paix, se classant deuxième en terme de contribution financière, loin toutefois derrière les États-Unis (plus de 1,9 milliard). Toutefois, en matière de personnel militaire, Pékin est le membre du Conseil de sécurité le plus actif sur le continent africain, avec l'envoi de plus de 2200 casques bleus participant à des missions de l'ONU⁷³. Cette tendance ne peut que s'amplifier avec l'engagement de 8000 hommes supplémentaires en tant que force en attente de déploiement en 2018⁷⁴.

Enfin, mentionnons le concept de sécurité globale, introduit dans le livre blanc de la défense de 2013 et repris dans celui de 2015, qui vise notamment à « renforcer les capacités opérationnelles de l'APL à intervenir à l'extérieur, en matière de protection et de sauvetage des bateaux de la marine marchande chinoise, d'évacuation des ressortissants et de protection des intérêts de la RPC à l'étranger »⁷⁵. Plus particulièrement, le livre blanc de la défense de 2015 fait de la protection des intérêts chinois à l'étranger, et donc notamment en Afrique, un objectif majeur⁷⁶. On y retrouve notamment l'élargissement des objectifs de l'APL au renforcement de la sécurité des voies maritimes d'accès aux matières premières utilisées par la Chine, et de la sécurité des entreprises ou ressortissants chinois installés à l'étranger⁷⁷.

Annoncée lors du sommet du FOCAC de décembre 2015 et inaugurée en juillet 2017, il n'aura fallu qu'un an et demi de travaux à la Chine pour construire, dans le port très stratégique de Djibouti, les installations de sa première véritable base militaire à l'étranger. Le choix de Djibouti comme premier avant-poste chinois à l'étranger ne s'est évidemment pas fait au hasard. Porte d'entrée vers l'Afrique de l'Est et l'océan Indien, Djibouti voit sa rade empruntée par près de 20 % des exportations mondiales, 10 % du transit pétrolier annuel et, chaque jour, plus d'un milliard de dollars de marchandises chinoises à destination du marché européen.⁷⁸ Cette position stratégique, en tête de pont sur la Corne de l'Afrique, a historiquement amené les grandes puissances maritimes à y établir un camp de base militaire, notamment la France en 1977, les États-Unis en 2002 et plus récemment le Japon en 2011.⁷⁹ Ne voyant pas d'un bon œil l'arrivée de ces militaires chinois, Washington et Tokyo auraient, par ailleurs, officiellement demandé aux autorités djiboutiennes de refuser à Pékin toute présence militaire dans le pays⁸⁰. N'ayant pas reçu satisfaction à cette requête, ils ont dès lors annoncé la modernisation et l'élargissement de leurs propres installations à Djibouti⁸¹.

Officiellement désignée comme « un projet d'infrastructure offrant un support logistique aux convois de militaires chinois »⁸², la base militaire chinoise aurait, selon le

au Soudan ; l'envoi d'un bataillon du génie en République démocratique du Congo en 2003. (Jean-Pierre Cabestan, *op.cit.* p.175).

⁷³ 1058 hommes au Sud Soudan (UNMISS), 375 au Soudan (UNAMID), 403 au Mali (MINUSMA), 228 en RDC (MONUSCO), 142 au Liberia (UNMIL), 12 au Sahara Occidental (MINURSO) (*Munich Security Report 2018. To the Brink – and Back?*, p.26, données fournies par le Mercator Institute for China Studies (MERICS), "China's Emergence as a Global Security Actor: Strategies for Europe", juillet 2017).

⁷⁴ *Ibid.*

⁷⁵ Jean-Pierre Cabestan, *op.cit.*, p.135.

⁷⁶ *Ibid.*, p.139.

⁷⁷ *Ibid.*, p.138.

⁷⁸ Le Monde Afrique, *À Djibouti, la France doit sortir d'une vision uniquement sécuritaire*, 17 février 2017.

⁷⁹ Bertille James, « La Chine à Djibouti : une base militaire à caractéristiques chinoises ? », *Lettre du Centre Asie*, n°69, 25 juillet 2016.

⁸⁰ *Ibid.*

⁸¹ Sébastien Le Belzic, *Djibouti, l'avant-poste militaire de la Chine en Afrique*, Le Monde Afrique, 17 juillet 2017.

⁸² Bertille James, 25 juillet 2016, *op.cit.*

ministère de la Défense chinois, pour unique objectif de soutenir « les escortes navales en Afrique et au Moyen-Orient [dans le cadre de la lutte contre la piraterie maritime], les opérations de maintien de la paix [de l'ONU] et l'aide humanitaire »⁸³. Si ces raisons invoquées constituent sans doute pour une large part des motivations chinoises à sa construction, il convient néanmoins de s'intéresser à d'autres objectifs ayant pu motiver la construction d'une telle base militaire. Ainsi, en se référant au dernier livre blanc chinois paru au printemps 2015 (voir *infra*) et faisant de la protection des intérêts chinois à l'étranger un objectif majeur, on peut proposer une réponse plus complète.

On y trouve notamment l'élargissement des objectifs de l'APL au renforcement de la sécurité des voies maritimes d'accès et d'approvisionnement en énergie et matières premières associée à celle des entreprises ou ressortissants chinois installés à l'étranger⁸⁴. En somme, le renforcement de la présence chinoise dans le domaine de la sécurité en Afrique est consécutif à sa présence économique, que Pékin entend désormais sécuriser en développant ses capacités de projection.

D'autre part, l'implication de la Chine en Afrique dans le domaine de la sécurité est aussi consécutive à la présence toujours plus importante de ressortissants chinois sur le continent africain. À cet égard, la République populaire a été particulièrement marquée par l'évacuation de plus de 36 000 de ses ressortissants résidant en Libye, à la suite de l'effondrement du régime Kadhafi sous les frappes occidentales en 2011⁸⁵. Cette opération de grande envergure, inédite pour la Chine, avait alors mis en lumière les limites des capacités navales et aéroportées de l'Armée populaire de libération, la plupart des ressortissants chinois ayant en effet été rapatriés par bateaux et avions civils⁸⁶. Leçons en partie tirées en 2015 avec l'évacuation de plus de 600 ressortissants chinois depuis le Yémen vers Djibouti, crise qui aurait véritablement précipité les négociations en vue de la construction de la base de Djibouti⁸⁷.

Autre mission nouvelle de l'APL, justifiant une présence militaire accrue : la lutte contre le terrorisme islamiste. Ainsi, une loi antiterroriste votée en fin d'année 2015 autorise désormais les forces armées chinoises à intervenir outremer⁸⁸. Le document officiel « *China's Arab Policy Paper* » publié en janvier 2016 confirme la volonté de Pékin de renforcer ses liens dans le domaine de la coopération sécuritaire au Moyen-Orient notamment dans la lutte contre le terrorisme⁸⁹. La construction de la base djiboutienne accompagne donc le renforcement de la présence chinoise dans le domaine de la sécurité à la fois en Afrique et au Moyen-Orient, facile d'accès depuis Djibouti.

Enfin, la base de Djibouti, et le soutien logistique aux missions de l'ONU qu'elle facilite, permet à la Chine de projeter une image de grande puissance responsable. Ainsi, selon le ministère chinois de la Défense, cette base doit permettre à Pékin de « mieux remplir ses obligations internationales »⁹⁰.

En conclusion, la diplomatie de « profil bas » chère à Deng Xiaoping ne semble plus qu'un lointain souvenir, et le « rêve chinois » du président Xi Jinping, passant par une

⁸³ Jeune Afrique avec AFP, *Pour la première fois, des militaires chinois mènent des exercices sur le sol de Djibouti*, 26 septembre 2017.

⁸⁴ Jean-Pierre Cabestan, *op.cit.*, p.138.

⁸⁵ *Ibid.*, p.158

⁸⁶ *Ibid.*

⁸⁷ Bertille James, 25 juillet 2016, *op.cit.*

⁸⁸ Emmanuel Lincot, juin 2017, *op.cit.*

⁸⁹ *China's Arab Policy Paper*, Xinhua, 13 janvier 2016.

⁹⁰ Jeune Afrique avec AFP, *Pour la première fois, des militaires chinois mènent des exercices sur le sol de Djibouti*, 26 septembre 2017.

modernisation profonde de l'armée chinoise et sa transformation en « force de classe mondiale » d'ici le milieu du siècle⁹¹, devrait conduire à la construction d'autres bases militaires en Afrique. Des négociations ont ainsi activement repris avec la Namibie pour construire une seconde base militaire à Walvis Bay⁹², mais aussi ailleurs dans le monde (au Pakistan ?), afin de sécuriser entièrement les routes de la soie maritimes entre la Chine et l'Afrique et de donner du crédit au statut de grande puissance maritime qu'entend devenir la République populaire.

5. Conclusion partielle – Politique de prédation ou coopération gagnant-gagnant : quel prix à la non-ingérence dans les affaires intérieures ?

Les autorités de Pékin habillent aujourd'hui leur politique africaine d'un discours idéologique recentré autour d'une coopération Sud-Sud plus gagnante-gagnante que désintéressée et fondée sur la non-ingérence dans les affaires intérieures⁹³.

Ainsi, face aux faiblesses, aux errances passées et aux écueils normatifs des politiques de l'Union européenne et des États européens, la République populaire peut-elle désormais elle-même se poser en donneur de leçons, mettant en avant les succès d'une politique de coopération avec l'Afrique essentiellement tournée vers « l'efficacité ».

Dans la période la plus récente, la principale innovation de la politique de Pékin à l'égard de l'Afrique est sans aucun doute son plus grand engagement sur les questions de sécurité. On a notamment pu observer cette évolution à travers l'envoi de militaires chinois au Mali et au Soudan du Sud dans le cadre d'opérations de maintien de la paix de l'ONU.

Pilier du discours de politique étrangère de Pékin, le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures est sans aucun doute un instrument précieux au service du pragmatisme diplomatique et économique chinois. D'une part, ce principe permet de parler à tous – puisque la Chine s'abstient de se prononcer sur les affaires internes de ses interlocuteurs – sans avoir à se contredire, ce qui s'avère utile notamment en cas de changement de régime. Ainsi, la République populaire peut préserver ses relations, et donc ses intérêts économiques, avec tout type de régime⁹⁴. D'autre part, cette posture permet à Pékin de rassurer ses partenaires tout en critiquant en creux les concurrents occidentaux : néo-conservatisme guerrier états-unien comme néo-colonialisme droit-de-l'homme européen.

Enfin, cette attitude pragmatique découle d'un attachement à la stabilité, qu'il convient de comprendre à travers le prisme, d'une part, des logiques internes des dirigeants chinois pour qui la stabilité de leur pays (et donc de leur pouvoir) est une priorité et, d'autre part, leur souci de protéger les intérêts économiques de la Chine⁹⁵. C'est donc pour une série de raisons tant d'ordre intérieur qu'international que Pékin maintient et affiche un attachement à ce paradigme. Néanmoins, en pratique, on constate que la Chine hésite de moins en moins à s'impliquer dans les affaires politiques des pays africains. De quoi abandonner le principe de non-ingérence guidant la politique étrangère chinoise depuis le début des années 1950 ?

⁹¹ Xi Jinping, 3 novembre 2017, *op.cit.*

⁹² Sébastien Le Belzic, À Djibouti, « la Chine commence à déchanter », *Le Monde Afrique*, 5 février 2018.

⁹³ Jean-Pierre Cabestan, *op.cit.*, p. 478.

⁹⁴ Anne-Lucie Chaigne-Oudin, *Entretien avec Elena Aoun et Thierry Kellner – Le Moyen-Orient vu par la Chine*, *Les clés du Moyen-Orient*, 22 juillet 2015.

⁹⁵ *Ibid.*

D'un côté, l'implication et le rôle de médiation joué par les autorités chinoises dans les négociations entre parties en conflit au Soudan du Sud afin de défendre des intérêts pétroliers⁹⁶, l'envoi de sa force militaire dans le cadre d'opérations de maintien des Nations Unies, ainsi que l'installation d'une base navale à Djibouti, dénotent indéniablement d'une évolution chinoise sensible en matière de politique sécuritaire en Afrique, et cette tendance n'est pas près de s'inverser. La diversification et l'élargissement des menaces présentées dans les récents livres blancs de défense (défense des intérêts économiques et des ressortissants chinois, etc.), combinés aux moyens plus modernes et importants dont dispose l'APL (modernisation de l'outil militaire, base navale de Djibouti, etc.), élargissent à l'évidence les perspectives futures de recours à la force de la Chine populaire en Afrique dans un souci de protection de ses intérêts grandissants et de ses ressortissants expatriés.

Ce changement d'approche est donc beaucoup plus lié à la perception de menaces réelles pesant sur les intérêts chinois et à la conséquence de la gestion de crises survenues dans la région (piraterie maritime, évacuations de ressortissants chinois de Libye et du Yémen) qu'à une véritable volonté de s'insérer dans les questions sécuritaires en Afrique.

Ainsi, alors que la perception qu'a la Chine de sa présence en Afrique a longtemps été guidée par les intérêts commerciaux et économiques – notamment à travers son soutien tous azimuts aux activités de ses entrepreneurs sur le continent –, tout en ne souhaitant pas en parallèle s'impliquer dans les questions de sécurité en raison d'un attachement au principe de non-ingérence et de l'instrumentalisation de ce principe au service d'un pragmatisme diplomatique, on note aujourd'hui une inflexion majeure dans la « doctrine Xi Jinping ». Désormais, les fortes résistances à une implication de la Chine dans les affaires de sécurité africaines semblent dépassées. Le fondement de ce dépassement est à rechercher dans la perception qu'a Pékin de ses intérêts, devenus trop importants dans certains pays africains, pour ne pas les accompagner de considérations sur l'environnement sécuritaire.

Quant à dire si une plus grande présence de Pékin dans les affaires sécuritaires africaines remet en cause son sacro-saint principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures des États tiers, plusieurs hypothèses se dessinent. Si, pour Cabestan, il est « *difficile pour un partenaire aussi important que la Chine de ne pas devenir un facteur de politique intérieure dans les pays africains où elle est très présente* »⁹⁷, et « *difficile [pour la Chine] dans ces conditions [d'installation d'une base militaire à Djibouti] de rester totalement indifférent à l'avenir de cet État et des choix politiques faits par ses dirigeants* »⁹⁸, pour d'autres, cette nouvelle posture ne préjuge pas d'un schéma d'ingérence et se limite aux objectifs avoués de Pékin. Enfin, une dernière catégorie d'observateurs estime que les événements ayant conduit à la chute de Mugabe au Zimbabwe, le 15 novembre 2017, seraient la première manifestation d'un « *coup d'État africain réalisé avec l'approbation, voire les encouragements, de la Chine* »⁹⁹ – la première d'un scénario tout prêt à resservir ailleurs ?

Si l'instantanéité du chaleureux message de félicitations adressé à son successeur, Emmerson Mnangagwa, par Xi Jinping peut s'expliquer à la lumière du pragmatisme diplomatique chinois, il en va tout autrement pour la visite de l'auteur du coup d'État, le général Constantino Chiwenga, à Pékin quatre jours avant le putsch... Doit-on y voir la nécessité de recueillir l'assentiment des autorités de Pékin sur ce qui était en train de se tramer à Harare ? On peut à tout le moins y songer.

⁹⁶ Voir Jean-Philippe de Hauteclocque, *Envoi d'une unité de combat au Soudan du Sud : ce que révèle de sa diplomatie énergétique l'engagement croissant de la Chine au sein des opérations de paix*, Tribune, Iris, 6 mars 2015.

⁹⁷ Ibrahima Bayo Junior, *Le Soft-power made in China*, La Tribune Afrique, 23 mars 2017.

⁹⁸ *Ibid.*

⁹⁹ François Soudan, *La chute de Mugabe : un séisme dans la Chinafrique*, Jeune Afrique, 8 janvier 2018.

Selon cette hypothèse, la volte-face chinoise serait née de deux causes. D'une part, le mécontentement de Pékin dû à la promulgation d'une loi d'indigénisation imposant aux entreprises étrangères – et donc aux entreprises chinoises très impliquées au Zimbabwe – la réservation de 51 % de leur actionnariat aux Zimbabwéens et, d'autre part, une inquiétude croissante liée à la dégradation de la situation politique interne, faisant craindre à Pékin une répétition du scénario libyen de 2011, aux lourdes conséquences économiques, mais aussi de mise en danger de ses ressortissants¹⁰⁰. Assez paradoxalement, c'est donc son attachement à la stabilité qui aurait conduit Pékin à soutenir le coup d'État ; ce même attachement à la stabilité qui jusqu'ici appuyait sa politique traditionnelle de non-ingérence.

¹⁰⁰ *Ibid.*

Le « retour » de la Russie en Afrique : Quels moyens pour quelle(s) ambition(s) ?

Les années qui suivirent l'effondrement de l'Union soviétique en 1991 ont vu une réduction spectaculaire de l'implication de Moscou en Afrique. Confronté à une profonde crise économique et financière et à d'importants défis domestiques, l'État russe se concentra prioritairement sur la gestion du choc causé par l'effondrement du système soviétique et la crise intérieure qui en a découlé. Privée de moyens financiers et de leviers d'action significatifs, la diplomatie de la nouvelle Russie en fut réduite à quelques orientations (républiques ex-soviétiques, monde euro-atlantique et Chine) n'incluant pas le continent africain¹⁰¹. En conséquence, la politique africaine de la Russie post-soviétique devait marquer une rupture considérable avec la posture soviétique promouvant activement son influence idéologique, économique et militaire sur le continent, quand le gouvernement Eltsine initiait un retrait des relations avec l'Afrique, fermant ambassades, consulats et centres culturels¹⁰².

À partir des années 2000, renouant avec une relative santé économique, et sans doute aussi en réaction à l'inquiétude que d'autres puissances (émergentes ou traditionnelles) intensifient leur présence en Afrique dans l'objectif d'un accès sécurisé aux ressources naturelles et aux réserves d'énergie¹⁰³, Moscou changea d'approche, témoignant d'une volonté claire de rétablir une présence dans la région. À cette fin, les représentants de la diplomatie de Vladimir Poutine s'empressèrent de rappeler l'importance des relations passées et le soutien de l'ère soviétique en faveur de l'Afrique¹⁰⁴. Ainsi, l'activité diplomatique de Moscou ces dernières années traduit-elle un regain d'intérêt pour l'Afrique et une « volonté de reposer le pied de manière plus ferme sur le continent africain »¹⁰⁵. À la visite du Premier ministre russe Medvedev en Algérie et au Maroc les 9 et 10 octobre 2017 (événement qui ne s'était plus produit depuis 1971), a ainsi succédé la tournée du ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, en Afrique subsaharienne au mois de mars 2018, traversant cinq États du continent : l'Angola, le Zimbabwe, le Mozambique, la Namibie et l'Éthiopie – soit le déplacement le plus important de la diplomatie russe en Afrique depuis 30 ans.

En somme, après une période de flottement qui a suivi l'éclatement de l'URSS, Vladimir Poutine a progressivement remis en marche la coopération russo-africaine, qui semble connaître une accélération notable depuis la dégradation des relations entre la Russie et l'Occident à partir de 2014.

¹⁰¹ Isabelle Facon, *Le jeu d'influence de la Russie en zone Afrique du Nord / Moyen- Orient*, Observatoire du monde arabo-musulman et du Sahel/Fondation pour la recherche stratégique, avril 2017.

¹⁰² Keir Giles, "Russian Interests in Sub-Saharan Africa", *The Letort Papers*, Strategic Studies Institute/US Army War College, juillet 2013.

¹⁰³ *Ibid.*

¹⁰⁴ Ainsi, Igor Ivanov, alors ministre des Affaires étrangères russe, pointait en 2001 que : « [n]otre pays a joué un rôle d'avant-garde dans la décolonisation de l'Afrique et a aidé plusieurs pays dans leurs luttes pour l'indépendance. Les dirigeants africains d'aujourd'hui s'en souviennent très bien » (Traduction d'un extrait d'article de Keir Giles, juillet 2013, *op.cit.*). Près de deux décennies plus tard, au mois de mars 2018, dans le cadre d'une interview en marge de sa tournée africaine, Sergueï Lavrov déclarait : « La Russie a activement favorisé l'indépendance des pays africains, la formation et le renforcement de leurs États. » (Interview du ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov accordée au magazine Hommes d'Afrique, Moscou, 5 mars 2018).

Voir : http://www.mid.ru/fr/foreign_policy/news/-/asset_publisher/cKNonkJE02Bw/content/id/3106421

¹⁰⁵ Marlène Panara, « Arnaud Dubien : "La Russie s'intéresse également à la nouvelle Afrique" », Le Point Afrique, 25 octobre 2017.

Comme c'est le cas pour Pékin, Washington demeure, aux yeux de Moscou, le principal enjeu de préoccupation et, « fut-elle négative, la relation russo-américaine est vue comme la relation bilatérale la plus importante »¹⁰⁶. A contrario, et malgré les amitiés historiques tissées avec certains régimes durant la Guerre froide, l'Afrique apparaît telle une préoccupation lointaine pour Moscou, « les Russes ayant peu de choses à proposer et peu de choses à demander »¹⁰⁷. Néanmoins, le nouvel antagonisme entre Moscou et les chancelleries occidentales, lié à la crise ukrainienne et aux sanctions économiques qui en ont résulté, inverserait-il la donne et déboucherait-il pour les autorités russes sur une recherche active de nouveaux partenaires économiques et diplomatiques en Afrique ? De même, dans la stratégie russe de contrepoids à l'Occident, en particulier à l'« hégémonie américaine », l'Afrique occupe-t-elle une place ? À travers ce questionnement, nous tenterons d'évaluer la nature et l'étendue de la pénétration russe sur le continent africain, notamment en comparaison avec la Chine, et ses implications potentielles pour les intérêts européens.

1. Présence russe en Afrique

À l'instar des Européens et des États-Unis, Moscou marque clairement, dans sa représentation du continent africain, une différence entre l'Afrique du Nord arabe et le reste du continent¹⁰⁸. Dans la sphère des relations commerciales, bien que le ministère russe de l'Industrie et du Commerce ait son propre département des Relations économiques extérieures, s'occupant en particulier de la « stratégie d'aide à l'exportation de l'État »¹⁰⁹, les missions commerciales développées par le ministère du Développement économique sont au nombre de trois en Afrique du Nord (en Égypte, en Algérie et au Maroc), tandis qu'une seule mission commerciale est consacrée à l'Afrique subsaharienne (en Afrique du Sud)¹¹⁰. Ce n'est par ailleurs qu'en septembre 2006 qu'a eu lieu la première visite d'un chef d'État russe en Afrique subsaharienne, également en Afrique du Sud¹¹¹.

Après le reflux des années Eltsine, le « retour russe » en Afrique du Nord s'est opéré à la fois en Algérie, allié traditionnel et bastion de coopération socialiste panarabe à l'ère soviétique, en Égypte, où le rapprochement est particulièrement spectaculaire depuis l'arrivée au pouvoir du maréchal Abdel Fattah al-Sissi en 2013, mais aussi auprès de « nouveaux partenaires », tels que le Maroc, avec qui les relations se sont surtout développées à partir de 2014, ou encore – mais dans une bien moindre mesure toutefois – avec la Tunisie (notamment dans le secteur touristique). Par ailleurs, la diplomatie russe est également très active en Libye où, tout en soutenant le maréchal Haftar, elle maintient un dialogue avec les représentants de Misrata¹¹².

Au Sud du Sahara, c'est l'Afrique du Sud qui, en sa qualité de puissance régionale

¹⁰⁶ Pascal Boniface, *Une Russie forte mais isolée*, Iris, 21 décembre 2015.

¹⁰⁷ *Ibid.*. Par ailleurs, le dernier Concept de politique étrangère de la Fédération de Russie (approuvé par Vladimir Poutine le 30 novembre 2016) n'est attribué à l'Afrique qu'un seul paragraphe. Voir site officiel du ministère russe des Affaires étrangères : http://www.mid.ru/fr/foreign_policy/official_documents/-/asset_public_sher/CptICkB6BZ29/content/id/2542248

¹⁰⁸ La Russie aborde d'ailleurs le Maghreb à travers une logique de continuum géographique le liant au Machrek plutôt qu'à l'Afrique noire.

¹⁰⁹ Alexandra Arkhangelskaya et Vladimir Shubin, «Russia's Africa Policy», *Occasional paper n°157*, Global Powers and Africa Programme, South African Institute of International Affairs, septembre 2013.

¹¹⁰ Voir le site officiel du ministère russe du Développement économique : <http://economy.gov.ru/en/home/activity/sections/trademissions/2015271101>

¹¹¹ Alexandra Arkhangelskaya et Vladimir Shubin, *op.cit.*

¹¹² Marlène Panara, *op.cit.*

membre des BRICS (participation institutionnalisée depuis 2011), constitue le principal partenaire de Moscou. S'y ajoutent quelques anciens partenaires de l'URSS avec lesquels Moscou a conservé des liens¹¹³. C'est notamment le cas de l'Angola, de la Guinée-Conakry, de la Tanzanie ou du Zimbabwe, tous objets d'investissements miniers russes, principalement dans les diamants, l'uranium et le platine¹¹⁴.

Il convient également de noter que, contrairement à la Chine (FOCAC), la Russie n'organise pas de sommets russo-africain¹¹⁵. Enfin, en Afrique subsaharienne (Angola, Soudan, Nigeria, Mali, Centrafrique, etc.) comme au Maghreb (Algérie, Égypte, Maroc, Libye, Tunisie, etc.), la Russie développe un certain nombre de coopérations militaires, sécuritaires et anti-terroristes.

2. Dimension économique

Le « retour » russe en Afrique est souvent considéré comme une réponse à l'implication croissante de la Chine sur le continent. Cette explication est néanmoins insuffisante, tant il est vrai que l'Afrique présente, en soi, un intérêt stratégique certain pour l'économie russe. Preuve en est que, depuis l'annonce du réengagement russe sur ce continent au cours des années 2000, pratiquement aucune visite officielle de haut niveau n'a négligé la dimension économique et commerciale.

Néanmoins, comparativement à la Chine, les intérêts de la Russie sont souvent différents, moins marqués et aussi moins prégnants. D'abord, parce que la structure des économies de ces deux pays n'est pas comparable. L'économie chinoise est fortement dépendante de ressources minérales et d'hydrocarbures provenant de l'extérieur pour faire fonctionner ses industries, faisant d'elle la plus grande importatrice de combustibles et de produits des industries extractives, loin devant les États-Unis (deuxième puissance importatrice dans ce domaine). À l'inverse, la Russie détient 30 % des réserves totales de matières premières (énergétiques et minières)¹¹⁶ et le commerce de combustibles et de produits des industries extractives concentre les deux tiers de ses exportations de marchandises. Cependant, comme nous le verrons, cela ne signifie pas pour autant que la Russie se désintéresse des secteurs de l'énergie et des autres ressources naturelles. Bien au contraire, ceux-ci dominent les investissements (IDE) russes en Afrique¹¹⁷. Les activités des opérateurs économiques russes sur le continent africain se concentrent principalement dans les domaines de la prospection géologique, de l'extraction des matières premières, de l'énergie et du commerce de l'armement.

Dans le domaine des relations commerciales de produits manufacturés, la Russie et la Chine ont également des intérêts souvent différents. Par exemple, la Russie n'est pas en mesure de concurrencer la Chine dans l'exportation de la plupart des biens de consommation¹¹⁸. En revanche, la Russie continue d'être compétitive dans l'ingénierie et la science, et est capable

¹¹³ Comme le rappelle Pham : « Au moment de la dissolution officielle de l'Union soviétique le jour de Noël 1991, plus de 50 000 Africains avaient étudié dans des universités et des instituts militaires et techniques soviétiques et au moins 200 000 Africains avaient reçu une formation soviétique sur le sol africain » (J. Peter Pham, *Russia's Return to Africa*, Atlantic Council, 13 mars 2014).

¹¹⁴ Marlène Panara, *op.cit.*

¹¹⁵ L'UE pratique également ce type de sommets, ainsi qu'un nombre croissant de pays, tels que la France, le Japon, l'Inde, la Turquie et l'Indonésie.

¹¹⁶ Cyrille Bret, Michaël Begorre-Bret, *La Russie a-t-elle les moyens économiques de ses ambitions géopolitiques ?*, Diploweb, 2 janvier 2016.

¹¹⁷ Banque africaine de développement, "Russia's Economic Engagement with Africa", *Africa Economic Brief*, Volume 2, Issue 7, 11 mai 2011.

¹¹⁸ Alexandra Arkhangelskaya, et Vladimir Shubin, *op.cit.*

de se faire une place sur les marchés africains dans ces domaines, notamment en ce qui concerne les secteurs de l'énergie (y compris le nucléaire) et de l'armement.

a) Ressources minières : des vellétés oligopolistiques ?

En raison de l'étendue du pays, la Russie dispose en fond propre d'un large éventail de ressources minérales, dont certaines en grande quantité – notamment le gaz naturel, le fer et le charbon. Pour autant, la prospection et l'exploitation minière demeurent une priorité des groupes russes en Afrique. Ainsi, comme le pointait un rapport de la BAD (Banque africaine de développement) en 2011 : « Les vastes réserves naturelles de l'Afrique font du continent une destination d'investissement de plus en plus attrayante pour les industries russes de l'énergie et des autres ressources naturelles »¹¹⁹.

Il y a plusieurs explications à cela. D'abord, s'il est vrai que Moscou dispose d'une large part des réserves mondiales de ressources minérales et d'hydrocarbures, il faut cependant rappeler qu'à la suite de l'effondrement de l'Union soviétique, une partie non négligeable de ses réserves se retrouvèrent désormais hors des frontières de la Fédération de Russie qui, en outre, a dû faire face dans les années 1990 à un déclin significatif de ses capacités industrielles et technologiques pour les exploiter¹²⁰.

Aujourd'hui, les réserves de ressources minières prouvées qu'elle possède ne sont par ailleurs pas toutes exploitées, un certain nombre demeurant trop difficile d'accès et coûteuses à développer – en particulier des gisements de diamants, d'uranium, d'or, de cuivre, d'étain et de nickel¹²¹. En parallèle, la Russie souffre d'une carence concernant certaines matières premières, notamment l'aluminium, le chrome, le manganèse, le mercure et le titane¹²² et ses réserves économiquement viables d'un certain nombre de minéraux essentiels au fonctionnement d'une économie moderne, tels que le zinc, le cuivre, le nickel et l'étain, s'épuisent à rythme constant, toute chose étant égale par ailleurs¹²³.

La viabilité économique réduite de l'exploitation d'un certain nombre de gisements et le tarissement de plusieurs ressources incitent les multinationales russes à se tourner vers le continent africain comme source alternative d'approvisionnement, les coûts d'exploration et de production y étant moins élevés¹²⁴. En conséquence, les entreprises russes d'exploitation minière – partiellement détenues par l'État – ont investi dans l'extraction de diverses ressources naturelles dans différents pays africains. Citons par exemple l'Angola, où l'entreprise Alrosa – leader mondial de l'extraction de diamants en volumes – a investi de manière prolifique dans l'exploitation de mines de diamants bruts dans la province de Lunda Sul. La société développe, par ailleurs, des projets (notamment d'exploration) dans deux autres pays africains : le Botswana (en co-entreprise avec la société britannique Botswana Diamonds) et le Zimbabwe¹²⁵. Nous pouvons également citer le groupe Rusal, qui possède 85 % du capital d'Alscon (un producteur nigérian d'aluminium), ainsi qu'une raffinerie d'aluminium et trois

¹¹⁹ Banque africaine de développement, 11 mai 2011, *op.cit.*

¹²⁰ Alexandra Arkhangelskaya, et Vladimir Shubin, *op.cit.*

¹²¹ La Russie posséderait 35 % des réserves mondiales de minéraux. Néanmoins, la majeure partie des gisements non développés se situant dans les régions reculées à l'est des monts Oural, il est plus rentable d'extraire et de transporter des minerais d'Afrique que de mettre en production les gisements en Sibérie et en Extrême-Orient. (Keir Giles, juillet 2013, *op.cit.*)

¹²² J. Peter Pham, "Russia's Return to Africa", Atlantic Council, 13 mars 2014.

¹²³ Keir Giles, *op.cit.*

¹²⁴ Banque africaine de développement, 11 mai 2011, *op.cit.*

¹²⁵ Lors d'une récente visite officielle à Harare, au début du mois de mars 2018, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a ainsi évoqué les opportunités d'investissement russe dans le secteur diamantaire (Amine Ater, *Zimbabwe : la Russie saisit la main tendue de Mnangagwa*, La Tribune Afrique, 8 mars 2018).

mines de bauxite en Guinée¹²⁶. En Tanzanie, la société Rosatom détient quant à elle le gisement d'uranium de Mkuju River et projette de le mettre en production¹²⁷. Enfin, mentionnons également Nordgold qui produit de l'or au Burkina Faso et en Guinée, tandis que Renova extrait des minerais manganésifères en Afrique du Sud¹²⁸.

Il faut néanmoins garder à l'esprit que les groupes russes opèrent principalement en Russie où les exploitations de minerais sont déjà très nombreuses (cuivre, nickel et platine y compris). Les activités d'extraction de matières premières menées en Afrique sont conçues comme complémentaires. Elles dépassent l'objectif national d'assurer l'accès aux matières premières à ses industries – comme cela est principalement le cas pour la Chine. Moscou entretient également l'ambition d'augmenter son emprise sur les marchés mondiaux des matières premières, notamment pour apporter des sources de financement. Cependant, à l'instar de Pékin, Moscou est parfois accusé de se servir de la vente de ses armes à des régimes sanctionnés en échange d'un accès à des ressources. Des soupçons pèsent notamment sur l'exploitation de la mine de Darwendale (platine) au Zimbabwe.

Focus sur le Zimbabwe – Mine de Darwendale

Lors de sa visite officielle au Zimbabwe, dans le cadre de sa tournée africaine, au début du mois de mars 2018 (voir *supra*), le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a insisté, pendant la conférence de presse, sur « la mise en œuvre du projet conjoint d'exploration du gisement de platine Darwendale, le plus important au monde et qui est actuellement exploité par une co-entreprise entre le Zimbabwe et la Russie ».

Dès 2014, un consortium d'entreprises russes avait, en effet, conclu un partenariat avec le groupe zimbabwéen local *Pean East* pour développer cette mine de platine d'une valeur de 3 milliards de dollars, ce qui devrait constituer le plus important investissement que Harare ait connu depuis son indépendance en 1980. Du côté africain, ce projet historique d'extraction de platine devrait notamment créer quelque 8.000 emplois hautement qualifiés.

Toutefois, dans le cadre de sa campagne pour l'accès à cette mine de Darwendale, Moscou est soupçonné d'avoir, en contrepartie, vendu des armes. C'est notamment la présence du ministre Denis Manturov (également président du conseil de surveillance du conglomérat d'armement Rostec) lors de la signature (plutôt que du ministre russe des ressources naturelles, Sergy Donskoy) qui a alimenté la spéculation selon laquelle il y avait un marché d'armes caché derrière l'accord de cette co-entreprise minière.

¹²⁶ Banque africaine de développement, 11 mai 2011, *op.cit.* ; Marlène Panara, 25 octobre 2017, *op.cit.* ; Interview du ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov accordée au magazine Hommes d'Afrique, Moscou, 5 mars 2018.

Voir : http://www.mid.ru/fr/foreign_policy/news/-/asset_publisher/cKNonkJE02Bw/content/id/3106421.

¹²⁷ Selon le site officiel d'Uranium One (société minière de Rosatom), l'exploitation de cette mine d'uranium – la première de Tanzanie – propulsera la Tanzanie parmi les cinq premiers producteurs d'uranium en Afrique. Voir : <http://www.uranium1.com/our-operations/#tanzania> (consulté le 21 avril 2018).

¹²⁸ Banque africaine de développement, *op.cit.* ; Marlène Panara, 25 octobre 2017, *op.cit.* ; Interview du ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov accordée au magazine Hommes d'Afrique, Moscou, 5 mars 2018. Voir : http://www.mid.ru/fr/foreign_policy/news/-/asset_publisher/cKNonkJE02Bw/content/id/3106421.

b) *Énergie : des ambitions plus (géo)politiques qu'économiques ?*

En 2009, la Russie a dépassé l'Arabie saoudite comme premier exportateur mondial de pétrole. La Russie détient par ailleurs les plus grandes réserves de gaz naturel au monde et, en 2015, le gaz, le pétrole et les produits pétroliers raffinés représentaient plus des deux tiers de la valeur totale des exportations de marchandises russes¹²⁹.

La Russie est donc un important producteur et exportateur d'hydrocarbures et ne dépend pas – contrairement à l'économie chinoise – de l'accès à de nouvelles sources d'énergie en provenance du continent africain. Et pourtant, les sociétés énergétiques russes entendent être acteurs dans le secteur énergétique africain. Le continent, avec sa riche dotation en réserves de pétrole brut et en gisements de gaz naturel, exerce une forte attraction sur les sociétés énergétiques russes.

Ainsi, en 2006, à la suite d'une visite du président Poutine à Alger, le géant gazier Gazprom a conclu un accord avec Sonatrach, la compagnie nationale gazière algérienne, pour coopérer dans l'exploration, l'extraction et la production de gaz naturel liquéfié¹³⁰. Échange de bons procédés : en 2014, Alger invita Gazprom et Lukoil – deuxième plus grande compagnie pétrolière de Russie – à participer à un appel d'offres international pour l'exploration et le développement d'une trentaine de gisements sur le territoire algérien¹³¹. Depuis cette visite qui a marqué un véritable tournant dans le renouveau des relations russo-algériennes, Moscou a également fait des offres de coopération énergétiques à d'autres pays de la région Maghreb/Machrek, en particulier l'Égypte et la Libye¹³². De même, la société Gazprom a commencé à signer des accords de coopération pétrolière et gazière avec le Nigeria à partir de 2009.

À l'effort russe visant à accroître sa présence dans le secteur énergétique en Afrique, nous proposons deux explications. La première, d'ordre économique, met en exergue des coûts de production plus faibles en Afrique, rendant l'exploitation des hydrocarbures africains attrayants pour les majors énergétiques russes¹³³. Les considérations sont alors commerciales à court terme aussi bien qu'à long terme. Néanmoins, cette explication est insuffisante et nécessite d'être complétée par une interprétation plus politique. L'objectif de Moscou, qui soutient l'action des groupes énergétiques russes sur le continent, est de demeurer le plus grand exportateur d'énergie du monde. Surtout, la quête russe de ressources naturelles de l'Afrique sert un objectif géopolitique : renforcer la dépendance de l'Europe à l'importation des ressources énergétiques qu'elle contrôle – directement ou indirectement¹³⁴.

Ainsi, l'effort d'incursion de Moscou dans le secteur du gaz naturel africain vise à consolider sa capacité à maintenir l'Europe dépendante des livraisons de gaz russe en sapant toute alternative viable¹³⁵. Les accords énergétiques conclus avec des partenaires africains permettent de mettre l'UE sous pression en ce qui concerne sa future fourniture d'énergie, réduisant davantage ses options d'approvisionnement dans ces pays qui pourraient éventuellement servir de fournisseurs alternatifs pour les besoins énergétiques européens

¹²⁹ Statistiques de l'OMC, voir : « Profils commerciaux 2017 ».

¹³⁰ J. Peter Pham, «Russia's Return to Africa», Atlantic Council, 13 mars 2014.

¹³¹ Ce projet de coopération pourrait avoir été facilité par la posture en faveur de la « stabilité » et opposée aux *regime changes* adoptée par Moscou lors des printemps arabes. (Tobias Schumacher et Cristian Nitoiu, « Russia's Foreign Policy Towards North Africa in the Wake of the Arab Spring », *Mediterranean Politics*, vol. 20, n° 1, 2015).

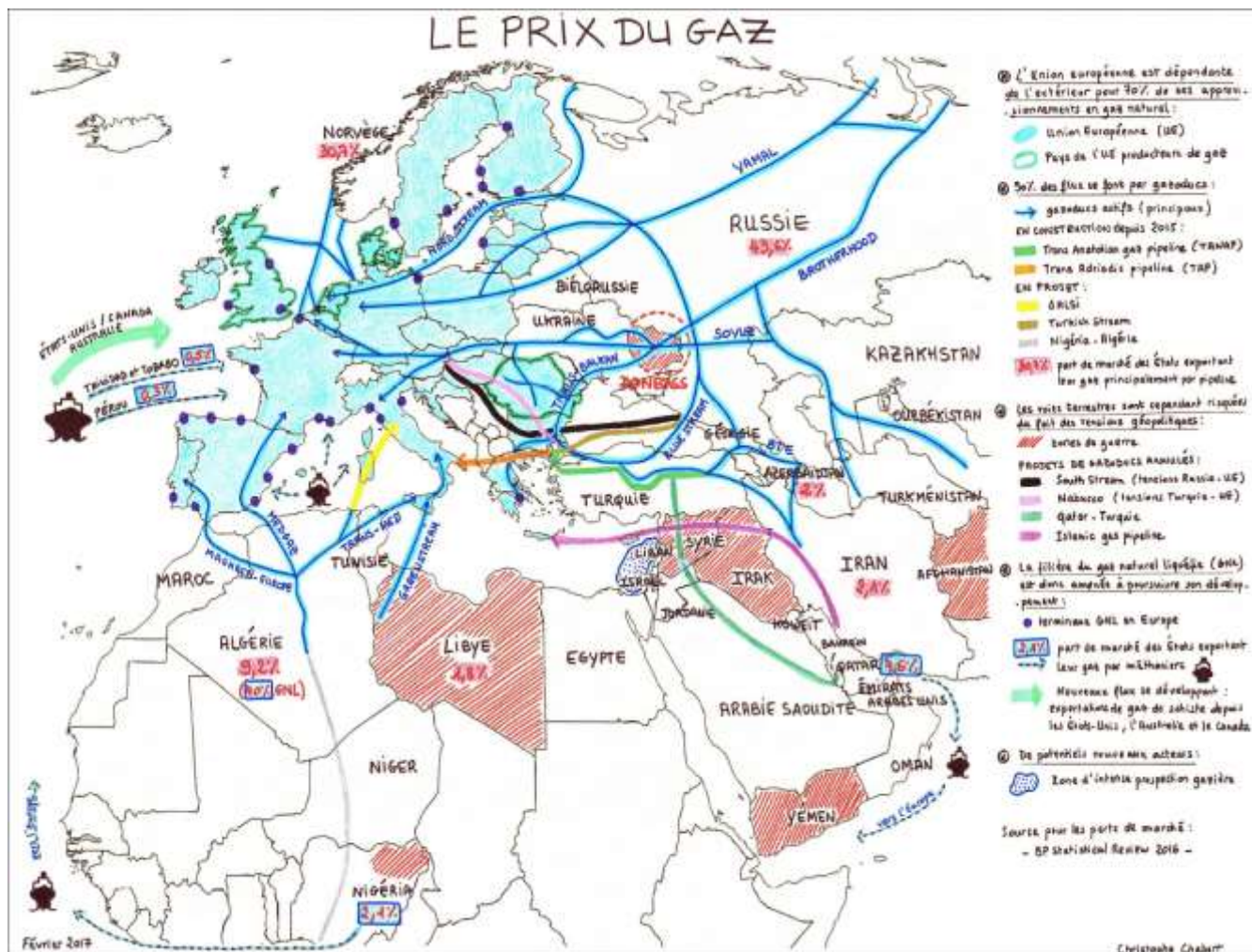
¹³² Isabelle Facon, avril 2017, *op.cit.*

¹³³ Keir Giles, juillet 2013, *op.cit.*

¹³⁴ Banque africaine de développement, 11 mai 2011, *op.cit.*

¹³⁵ J. Peter Pham, 13 mars 2014, *op.cit.*

(Nigeria et Algérie, par exemple)¹³⁶. En somme, en accroissant son emprise sur les structures d'exportation des hydrocarbures (en particulier de gaz) de l'Afrique vers les pays européens, la Russie accroît d'autant son pouvoir économique, et donc aussi politique, vis-à-vis de l'Europe. Cette dépendance de l'UE envers la Russie reste toutefois à nuancer dans la mesure où elle est largement compensée par une hausse de la dépendance de Gazprom à l'égard de ses marchés d'exportation, à commencer par l'Europe¹³⁷. Par ailleurs, en tant que troisième fournisseur de gaz naturel en Europe après la Norvège et la Russie, l'Algérie considère, de fait, la Russie comme un concurrent plutôt qu'un partenaire dans le domaine de l'énergie¹³⁸.



139

¹³⁶ Jean-Christophe Hoste, François Koch, « Putin in Africa », *Africa Policy Brief*, No. 12, Egmont Royal Institute for International Relations, Bruxelles, juin 2015.

¹³⁷ Aurélie Bros, *Gazprom augmente ses ventes à l'export en 2016 et par la même occasion sa dépendance à l'égard de l'Europe*, L'Observatoire franco-russe, 20 février 2017. Voir : <http://obsfr.ru/fr/blogs-et-videos/evenement/article/gazprom-ouvelichivaet-ehksportnye-postavki-v-2016-godu-o.html>

¹³⁸ Sarah Feuer et Anna Borshchevskaya, *Russia Makes Inroads in North Africa*, The Washington Institute for Near-East Policy, 2 novembre 2017.

¹³⁹ Carte par Christophe Chabert, disponible sur : <https://i2.wp.com/legrandcontinent.eu/wp-content/uploads/2017/10/Capture-d%E2%80%99e%CC%81cran-2017-10-24-a%CC%80-10.46.37.png?w=1263&ssl=1>, février 2017.

c) Nucléaire civil : un marché prometteur ?

Les autorités russes promeuvent activement leurs technologies nucléaires civiles à l'exportation : « un domaine à forte portée symbolique et politique »¹⁴⁰. La Russie entend « valoriser un des domaines d'excellence de l'industrie russe et compenser ainsi l'image d'économie de rente que conserve le pays, mais aussi d'ancrer l'empreinte régionale russe dans un temps long »¹⁴¹. Du point de vue africain, le savoir-faire nucléaire avancé représente une opportunité à valeur ajoutée pour le développement des économies du continent¹⁴². En Afrique du Nord, des protocoles et projets d'accords sur le développement du nucléaire civil ont ainsi été signés avec l'Algérie (2014) ou encore la Tunisie (2016)¹⁴³.

L'Afrique subsaharienne n'est, cependant, pas en reste. Très présent en Afrique, le groupe russe Rosatom signait en mai 2016 avec le Kenya Nuclear Energy Board (KNEB), un protocole d'accord définissant la future coopération en matière d'énergie nucléaire entre les deux pays¹⁴⁴. En novembre 2017, c'est le Soudan qui, malgré l'assouplissement par la nouvelle administration Trump du cadre des sanctions imposées sous Obama à l'encontre du régime d'Omar el-Béchir, signait un accord de coopération dans le nucléaire civil avec la Russie¹⁴⁵. Ce type d'accord n'est pas isolé. En effet, un premier accord de coopération entre le Nigeria et la Russie avait déjà été conclu en 2009. À la fin du mois d'octobre 2017, les deux pays ont d'ailleurs renouvelé le cadre de cet accord, portant cette fois sur la construction et l'exploitation d'une centrale nucléaire et d'un centre de recherche polyvalent au Nigeria¹⁴⁶. Enfin, Moscou négocie actuellement la construction d'une centrale nucléaire en Afrique du Sud¹⁴⁷. Toutefois, c'est en Égypte que les évolutions les plus remarquables doivent être relevées.

Lors de sa visite au Caire en février 2015, le président Poutine avait réussi un coup tactique en signant un accord préliminaire portant sur un projet de coopération nucléaire avec le nouveau leader égyptien Abdel Fattah al-Sissi¹⁴⁸. En vertu de cet accord, l'entreprise publique russe d'énergie nucléaire *Rosatom Overseas* et l'Autorité égyptienne des centrales nucléaires s'étaient engagés à construire conjointement deux réacteurs avec la perspective de deux unités supplémentaires dans le futur¹⁴⁹. Au Caire, fin 2017, les gouvernements égyptien et russe ont confirmé et finalisé cet accord initial, s'accordant sur la construction d'une centrale nucléaire à El-Dabaa, comportant quatre réacteurs à livrer pour 2030¹⁵⁰.

À l'origine, le projet nucléaire égyptien ne semblait pas destiné à échoir à un groupe russe. Pourtant, alors qu'il devait faire l'objet d'un appel d'offre international, la Russie se l'est vu attribuer sans même présenter d'offre¹⁵¹. En fait, cette décision égyptienne doit être

¹⁴⁰ Isabelle Facon, avril 2017, *op.cit.*

¹⁴¹ *Ibid.*

¹⁴² Banque africaine de développement, 11 mai 2011, *op.cit.*

¹⁴³ Isabelle Facon, avril 2017, *op.cit.*

¹⁴⁴ Emmanuel Atcha, *Nucléaire : nouveaux accords entre la Russie et le Nigéria*, La Tribune Afrique, 1^{er} novembre 2017.

¹⁴⁵ Emmanuel Atcha, *Avec la Russie, le Soudan compte se lancer dans le nucléaire civil*, La Tribune Afrique, 27 novembre 2017.

¹⁴⁶ Emmanuel Atcha, 1^{er} novembre 2017, *op.cit.*

¹⁴⁷ La justice sud-africaine a bloqué un protocole signé avec la Russie au mois d'avril 2017. Au président d'alors Jacob Zuma et à son gouvernement – sur fond de soupçons de corruption – était notamment reproché le fait que le projet n'eut fait l'objet d'un débat parlementaire (Ristel Tchounand, *Nucléaire : l'Afrique du Sud va signer de nouveaux accords après le blocage de son deal russe*, La Tribune Afrique, 13 mai 2017).

¹⁴⁸ Sarah Sirgany, « Russia's Putin, Egypt's el-Sisi agree on preliminary nuclear power deal », CNN, 10 février 2015.

¹⁴⁹ Jean-Christophe Hoste, François Koch, 12 juin 2015, *op.cit.*

¹⁵⁰ Amine Ater, *Égypte : l'alliance Moscou-Le Caire se précise*, La Tribune Afrique, 12 décembre 2017.

¹⁵¹ Jean-Christophe Hoste, François Koch, *op.cit.*

comprise comme un signal politique de mécontentement lancé en direction de Washington¹⁵². En effet, au même moment, le partenaire traditionnel américain réduisait sa coopération énergétique et sécuritaire avec l'Égypte en raison des restrictions imposées par le gouvernement Sissi aux libertés de la presse et à la répression sévère orchestrée à l'encontre de l'organisation des Frères musulmans et des soutiens du précédent gouvernement Morsi¹⁵³.

Le président Sissi s'est alors mis en quête d'autres partenaires moins regardant sur les principes démocratiques tout en surveillant attentivement la réaction des États-Unis, pour voir s'ils fléchiraient à leurs exigences politiques¹⁵⁴. Moscou, capitalisant opportunément sur l'absence de Washington, s'est alors empressé de faire savoir sa disponibilité. À l'instar de la Chine, les offres de coopération russes n'incluent aucune clause sur les droits de l'homme, la démocratie ou l'État de droit.

Quant à l'UE, son positionnement est similaire à celui de Washington. Les accords qu'elle propose aux gouvernements africains sont assortis de diverses conditionnalités en lien avec le respect des principes démocratiques et la primauté du droit directement intégrées dans la politique générale sur le commerce et le développement avec les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP).

d) Des échanges commerciaux limités

L'importance de la Russie en tant que partenaire commercial des pays africains est faible, aussi bien au regard des pays développés que des économies dites émergentes.

Alors que la Chine est le principal partenaire commercial de nombreux États africains, ce n'est assurément pas le cas de la Russie. La Fédération de Russie n'est une principale destination d'exportation (qui figurerait dans le top 5) pour aucun des pays africains, et l'Égypte est le seul État africain à compter la Fédération de Russie parmi ses principaux partenaires exportateurs (4^e, tandis que la Chine est 1^{ère})¹⁵⁵.

La Russie ne tient pas non plus la comparaison avec d'autres économies émergentes (les pays du groupe BRICS). Keir Giles¹⁵⁶, dans une étude publiée en 2013, faisait ainsi remarquer que le volume des échanges commerciaux entre la Russie et son partenaire d'Afrique subsaharienne le plus important – l'Afrique du Sud – est non seulement bien en dessous de celui entre l'Afrique du Sud et la Chine, mais est également inférieur aux volumes des échanges commerciaux liant l'Afrique du Sud au Brésil ou encore à l'Inde¹⁵⁷.

Keir Giles notait ainsi que, malgré l'intention déclarée, lors de la tournée africaine de Medvedev (alors président de la Fédération de Russie) en 2009, d'accroître l'intégration commerciale et financière de la Russie avec l'Afrique subsaharienne, force était de constater que peu de progrès concrets avaient été accomplis depuis : la Russie demeurait un petit investisseur économique et les échanges commerciaux tardaient à s'intensifier. Giles attribuait

¹⁵² Patrick Kingsley, *Vladimir Putin's Egypt visit sends message to US*, The Guardian, 9 février 2015.

¹⁵³ Jean-Christophe Hoste, François Koch, *op.cit.* ; À noter que la relation bilatérale entre les États-Unis et l'Égypte semble néanmoins s'être réchauffée depuis le départ de Barack Obama et l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche.

¹⁵⁴ *Ibid.*

¹⁵⁵ Banque africaine de développement, *Annuaire statistique pour l'Afrique 2017*, 18 mai 2017 (consulté le 25 avril 2018).

¹⁵⁶ Consultant senior du programme Russie et Eurasie à la *Chatham House* et directeur du *Conflict Studies Research Centre*, un groupe d'experts en sécurité eurasiennne.

¹⁵⁷ Keir Giles, *op.cit.* Voir également les statistiques du ministère du Commerce et de l'Industrie d'Afrique du Sud : <http://tradestats.thedti.gov.za/ReportFolders/reportFolders.aspx> (consulté le 25 avril 2018).

alors notamment ce manque de performance au fait que la Russie était davantage intéressée par d'autres régions du monde.¹⁵⁸

Indéniablement, un autre élément doit également être ajouté : le manque de résultats est aussi lié au peu de choses que les entreprises russes ont à proposer, notamment en l'absence de gros investissements portés par l'État russe. Ainsi, de l'aveu même d'Alexeï Vassiliev¹⁵⁹, « [u]ne chose est sûre, nous n'avons pas grand-chose à faire en Afrique, en termes de petites et moyennes entreprises, même s'il y aura toujours des exceptions »¹⁶⁰. L'inverse est sans doute plus vrai encore : au stade actuel de son développement économique et compte tenu de la dynamique limitée de sa base d'exportation, l'Afrique ne semble pas être en mesure de répondre aux intérêts commerciaux de la Russie. Face à cette faiblesse constatée des flux d'échanges commerciaux bilatéraux entre la Fédération de Russie et l'Afrique, les volumes du commerce sino-africain s'inscrivent dans des proportions beaucoup plus importantes. Ainsi, en 2016, ces derniers atteignaient plus de 160 milliards d'euros.

Néanmoins, si les échanges commerciaux demeurent modestes, ils ont toutefois progressé depuis les observations de K. Giles. Deux ans après celles-ci, M. Kalamonov, vice-ministre de l'Industrie et du Commerce, signalait que « le commerce avec les pays africains (considérés dans leur ensemble, en ce compris l'Afrique du Nord, N.D.L.R.) est en constante augmentation. En 2014, il a augmenté de 17 % pour atteindre 12,5 milliards de dollars »¹⁶¹. S'agissant de l'Afrique subsaharienne, Sergueï Lavrov constatait, pour sa part, en marge de sa tournée africaine au mois de mars 2018, que les échanges de la Russie avec les pays de la région ont connu une augmentation sensible ces dernières années, se chiffrant à 3,6 milliards de dollars en 2017, contre 3,3 milliards en 2016 et 2,2 milliards en 2015¹⁶². Ainsi, pour peu que ces chiffres s'avèrent exacts, la dégradation des relations entre la Russie et l'Occident en cours depuis 2014 et les mesures de sanctions économiques (et contre-mesures) qui en ont résulté ont conduit à une augmentation du commerce bilatéral entre la Russie et le continent africain, et ce même si les volumes restent modestes. La tendance n'en est pas moins notable.

Ainsi, interrogé en 2015 sur les ambitions d'un intérêt russe renouvelé pour l'Afrique trente ans après la chute de l'URSS, Alexeï Vassiliev répondait par l'affirmative et déclarait : « *Oui, nous reprenons pied. Les sanctions économiques européennes au moment de la crise ukrainienne y sont sans doute pour quelque chose... Grâce à ce boycott économique, nous avons été obligés de diversifier nos partenaires. Je crois que l'Afrique est une formidable opportunité pour la Russie car elle nous offre la possibilité de sortir de notre dépendance envers l'UE. Et j'ai la conviction que la Russie peut être utile à l'Afrique. Nous sommes davantage dans une logique d'échange et de solidarité* »¹⁶³.

Plus prosaïquement, le fait est que les termes de l'échange tendent à se diversifier. La Russie a en effet cherché à compenser pour partie ses importations de produits agricoles de provenance européenne soumis à embargo, par des importations en provenance notamment des pays d'Afrique du Nord (Égypte, Maroc, Tunisie). L'intensification des importations russes de produits agro-alimentaires originaires du Maroc (agrumes, poissons et en particulier les

¹⁵⁸ Keir Giles, *op.cit.*

¹⁵⁹ Ancien représentant spécial de la Russie pour les relations avec l'Afrique, Conseiller du président Poutine et membre du conseil de politique extérieure du ministère des Affaires étrangères.

¹⁶⁰ François-Xavier Freland, *Alexeï Vassiliev : « La Russie peut être utile à l'Afrique »*, Jeune Afrique, 13 novembre 2015.

¹⁶¹ Traduction d'un extrait de l'article d'Anna Kuchma, *Continent of opportunity: Can Russia compete with China in Africa?*, Russia Beyond, 15 juillet 2015.

¹⁶² Interview du ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov accordée au magazine Hommes d'Afrique, Moscou, 5 mars 2018. Voir : http://www.mid.ru/fr/foreign_policy/news/-/asset_publisher/CKNonkJE02Bw/content/id/3106421

¹⁶³ François-Xavier Freland, 13 novembre 2015, *op.cit.*

tomates) en est une illustration manifeste¹⁶⁴. Ce constat vaut également dans l'autre sens. Ainsi, on note depuis 2015 une intensification tangible des exportations céréalières russes (surtout de blé) à destination du Maghreb/Machrek (principalement l'Égypte, mais aussi le Maroc) à laquelle s'ajoutent « les premiers signaux (...) d'une conquête à venir de marchés africains céréaliers, aujourd'hui encore peu orientés vers les origines russes »¹⁶⁵.

Le rapprochement entre Moscou et Rabat, dont l'amorce en 2014 a coïncidé avec le déclenchement des sanctions économiques occidentales, comprend également d'autres volets. En mars 2016, une visite effectuée par le roi Mohammed VI à Moscou s'est ainsi soldée par la signature de 16 accords de coopération entre les deux pays dans les domaines de l'agriculture, de l'énergie et de la culture¹⁶⁶. De même, la visite du Premier ministre russe, Dimitri Medvedev à Rabat en octobre 2017, s'est conclue par la signature de 11 accords de coopération « dans les domaines douanier, agricole, militaire, diplomatique, administratif, commercial, culturel et en matière d'efficacité énergétique, d'énergie renouvelables ou encore sur l'usage pacifique de l'énergie nucléaire »¹⁶⁷. La Russie fournira notamment au royaume chérifien du gaz naturel liquéfié¹⁶⁸.

Plusieurs constats méritent une attention particulière. Il est à noter qu'à la différence de l'Algérie ou de l'Égypte, le Maroc n'est pas un ancien allié de l'ère soviétique et n'est apparu que « récemment sur la carte des intérêts russes en Afrique »¹⁶⁹. Ce qui tend à démontrer une capacité réelle de Moscou à nouer de nouveaux partenariats. Toutefois, cette série d'accords est tout autant à mettre au crédit d'une stratégie marocaine de diversification de ses partenaires internationaux visant à « équilibrer les rapports internationaux du Royaume, autrefois marqués par une forte coopération avec l'Union européenne (notamment la France et l'Espagne) et les États-Unis »¹⁷⁰. Surtout, si la Russie opère effectivement un retour commercial en Afrique, en termes de volumes commerciaux, celui-ci reste limité et ne peut à l'évidence compenser les inconvénients liés au rétrécissement des relations économiques avec l'Occident, en particulier l'UE¹⁷¹.

Ces développements ont eu une influence sur les relations économiques entre la Russie et l'Afrique, en particulier sur les relations commerciales. Dans sa recherche de nouvelles sources d'investissements et de financements étrangers, Moscou se tourne plutôt vers d'autres parties du monde (Asie, Moyen-Orient)¹⁷². En revanche, dans sa quête de diversification des partenaires commerciaux, Moscou a trouvé en Afrique (et ailleurs) des partenaires de substitution.

Dans tous les cas, un secteur semble particulièrement dynamique dans le développement des relations russo-africaines: le commerce des armes. Il représente, en effet, une part considérable des relations commerciales bilatérales entre la Russie et l'Afrique.

¹⁶⁴ Marlène Panara, *op.cit.*

¹⁶⁵ Sébastien Abis, *Des céréales russes au goût géopolitique*, Iris, 17 janvier 2018.

¹⁶⁶ Amine Ater, *Maroc-Russie : la coopération renforcée par une dizaine d'accords*, La Tribune Afrique, 12 octobre 2017.

¹⁶⁷ *Ibid.*

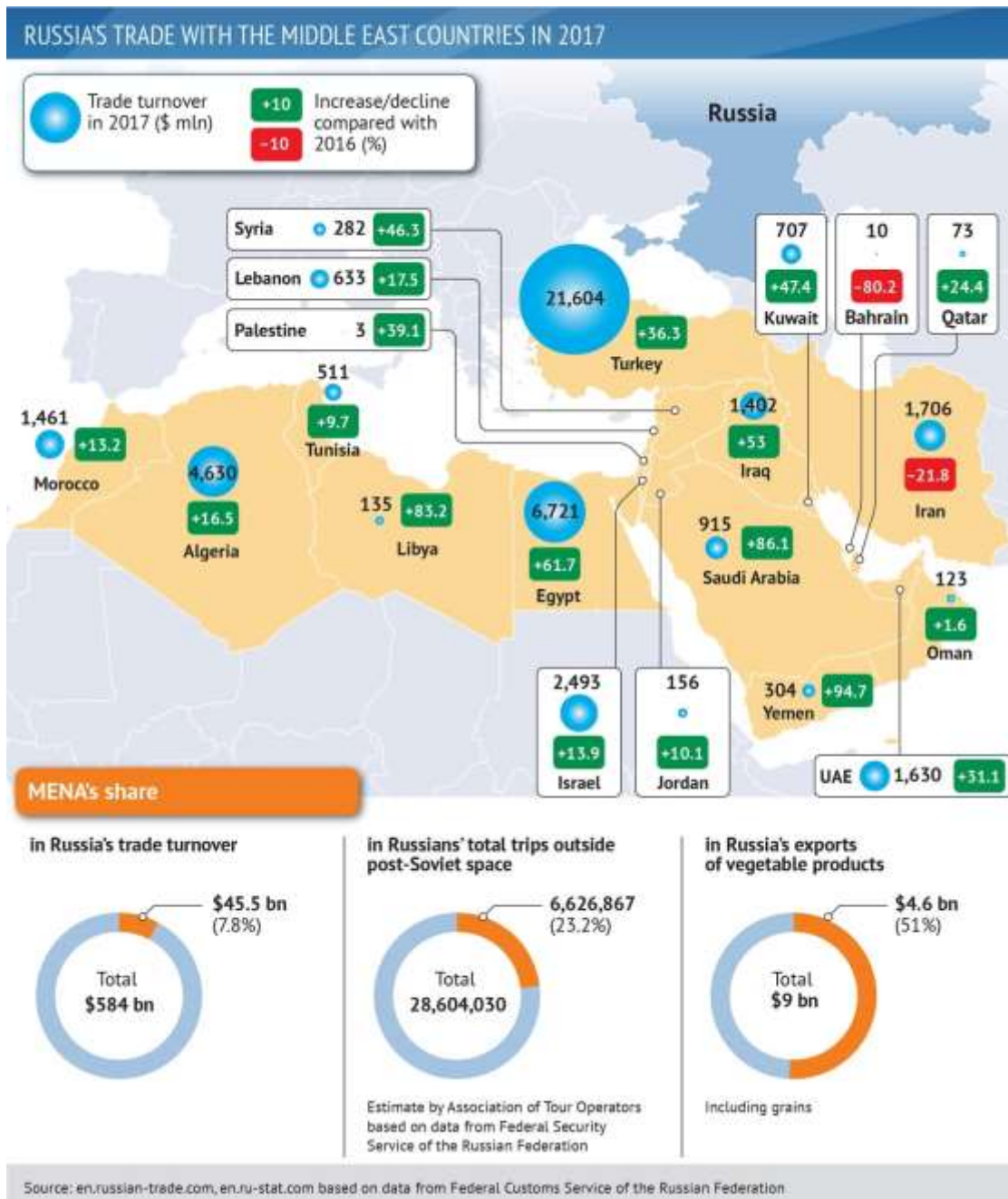
¹⁶⁸ Sarah Feuer et Anna Borshchevskaya, 2 novembre 2017, *op.cit.*

¹⁶⁹ Marlène Panara, *op.cit.*

¹⁷⁰ Amine Ater, *Maroc-Russie : la coopération renforcée par une dizaine d'accords*, La Tribune Afrique, 12 octobre 2017.

¹⁷¹ L'UE demeurant le premier investisseur et le principal partenaire commercial de la Russie.

¹⁷² Les investissements étrangers demeurent toutefois nettement inférieurs (10 %) à ce qu'ils étaient en 2013.



<http://valdaiclub.com/multimedia/infographics/russia-s-trade-with-the-middle-east-countries-in-2/>, 21 mai 2018

e) *Le commerce des armes : un puissant instrument d'influence politique*

Pour Moscou, l'Afrique (et en particulier le nord du continent) constitue un marché important pour ses exportations de défense – le second en fait, après l'Asie. Ainsi, malgré la perte du client libyen en 2011¹⁷³, 42 % des exportations de défense russes ont été réalisés vers

¹⁷³ Sergueï V. Chemezov, directeur de la société d'État Rostekhnologia, qui joue un rôle clé dans les exportations d'armes, a ainsi estimé les pertes à 4 milliards de dollars suite à la guerre civile en Libye et à l'embargo des Nations Unies qui s'en est suivi (Andrew E. Kramer, *Unrest in Libya and the Middle East Is Costing the Russian Arms Industry*, New York Times, 4 mars 2011).

l’Afrique sur la période allant de 2012 à 2016 (53 % vers l’Asie)¹⁷⁴. Parallèlement, entre 2011 et 2015, la Russie s’est maintenue en tant que principal exportateur d’armes en direction du marché africain avec 34 % des parts du marché, suivie de la Chine (13 %), de la France (13 %) et des États-Unis (11 %)¹⁷⁵.

À l’ère de la Guerre froide, l’URSS était déjà un fournisseur majeur d’armements en Afrique du Nord, en particulier en Algérie, en Égypte et en Libye. Puis, à partir du réengagement russe dans les années 2000, Moscou a fait de ses exportations d’armes à destination de l’Afrique du Nord (notamment l’Algérie) un objectif prioritaire, visant à diversifier ses marchés, alors que 80 % des ventes d’armes russes étaient orientées vers la Chine et l’Inde, deux marchés dont le tassement était annoncé¹⁷⁶.

De nos jours, le premier client africain de la Russie en matière d’exportation de défense est l’Algérie, tandis que la Russie est le premier fournisseur mondial de défense de l’Algérie. En fait, l’Algérie est devenue, dès 2006, le troisième importateur d’armements russes – après la Chine et l’Inde – suite à la signature cette année-là de contrats d’armement à hauteur de quelque 7,5 milliards de dollars¹⁷⁷. Sur la période 2012-2016, ce sont 60 % des importations algériennes en matière de défense qui provenaient de Russie¹⁷⁸.

En seconde position, parmi les plus gros importateurs africains de l’industrie d’armement russe, on retrouve l’Égypte. Traditionnellement plus habitué à se fournir auprès des États-Unis¹⁷⁹, ce « nouveau » client de l’industrie d’armement russe, a fortiori après l’arrivée au pouvoir du maréchal Sissi (2013), a signé avec la Russie en 2014 un contrat pour 50 avions et 46 hélicoptères de combat pour un montant total de 3,5 milliards de dollars¹⁸⁰.

La Russie trouve également des acquéreurs en Afrique subsaharienne. Parmi ces États importateurs d’armements russes, les plus importants sont le Soudan, l’Angola et le Nigeria. Néanmoins, les montants des dépenses et importations de défense des États subsahariens se situent bien en dessous de ceux de l’Algérie et de l’Égypte, et les revenus que peut donc en escompter l’industrie de défense russe aussi¹⁸¹. Dans le cas de la livraison d’une série d’armes (pistolets, fusils d’assaut, mitrailleuses, lance-roquettes RPG et armes anti-aériennes) début 2018 aux forces armées centrafricaines, les revenus directs étaient même nuls puisque ce transfert d’armement se fit sous forme de don¹⁸². La rentrée directe de liquidités ne constitue dès lors pas le seul objectif du transfert d’armement et en révèle d’autres.

Primo, le Kremlin utilise ses exportations d’armes comme « point d’entrée », afin d’établir d’autres relations commerciales (voir *supra* Zimbabwe). Ce « modèle de ventes d’armes d’abord, concessions commerciales ensuite » aurait notamment été utilisé en Angola et au Soudan¹⁸³. Dans le cas de la Centrafrique, Moscou pourrait s’intéresser aux nombreuses ressources disséminées sur son territoire : or, diamant, uranium et sans doute pétrole¹⁸⁴.

¹⁷⁴ Cyrille Bret, *Les exportations d’armes : un levier d’influence géopolitique pour la Russie*, diplomweb.com, 7 décembre 2017.

¹⁷⁵ Aline Lebœuf, Octobre 2017, *op.cit.*, p.32.

¹⁷⁶ Isabelle Facon, avril 2017, *op.cit.*

¹⁷⁷ *Ibid.*

¹⁷⁸ Cyrille Bret, 7 décembre 2017, *op.cit.*

¹⁷⁹ Marlène Panara, *op.cit.* ; Voir aussi : SIPRI database.

¹⁸⁰ Cyrille Bret, décembre 2017, *op.cit.*

¹⁸¹ L’Égypte (3^e) et l’Algérie (7^e) sont les deux seuls États africains figurant parmi les 10 plus gros importateurs d’armes sur la période 2013-2017 (SIPRI Arms Transfers Database).

¹⁸² AFP, *Centrafrique : arrivée d’une première livraison d’armes russes à Bangui*, Jeune Afrique, 28 janvier 2018 ; Colette Braeckman, *Comment les Russes sont arrivés à Bangui*, Le Soir, 30 avril 2018.

¹⁸³ Pour plus d’informations, voir Gregory Alonso Pirio et Robert Pittelli, *The Russian Challenge to U.S. Policy in Africa*, OpenEd on InformedComment/Juan Cole, 28 août 2016.

¹⁸⁴ Le Soir, 30 avril 2018, *op.cit.*

Secundo, pour Moscou, les enjeux de ses exportations de défense sont aussi (et surtout) politiques. Les liens commerciaux dans ce domaine permettent à la Russie de favoriser l'établissement de relations politiques plus denses à terme. En d'autres mots, le commerce des armes sert le développement de son réseau d'alliance et le renforcement de son statut géopolitique¹⁸⁵. Selon cette logique, de son don de matériels militaires aux forces armées centrafricaines, le Kremlin attend surtout des gains politiques : prendre pied et étendre son influence politique au cœur de l'Afrique et s'assurer un soutien politique aux Nations Unies et autres forums internationaux. Enfin, sur un plan moral, voire juridique, ce commerce d'armement suscite des critiques et condamnations, principalement d'acteurs étatiques occidentaux, en raison des conséquences qui en découleraient sur les droits humains et les principes de bonne gouvernance défendus par l'Occident, notamment l'UE.

Focus sur la vente d'hélicoptères de combat au Nigeria

La vente russe d'hélicoptères de combat (et autres) au Nigeria est une bonne illustration de la mise en échec d'une visant à mettre sous pression un État afin d'y promouvoir les droits de l'homme et les principes de bonne gouvernance.

Dans un effort de promotion des droits de l'homme et dans l'esprit d'améliorer ceux-ci au sein de l'armée nigériane, Washington avait refusé les demandes répétées de Lagos d'acquérir des armes américaines afin de combattre *Boko Haram* et bloqua la vente au Nigeria d'hélicoptères israéliens de fabrication américaine. La Russie – dont les objectifs et le discours de politique étrangère privilégient la lutte contre le terrorisme islamiste et la stabilité aux principes de gouvernance démocratique – offrait alors au gouvernement nigérian, fin 2014, une ligne de crédit d'un milliard de dollars qui servit à l'achat d'hélicoptères de combat et d'autres équipements de fabrication russe (Alonso Pirio et Pittelli, 2016). Côté américain, de l'eau a désormais coulé sous les ponts. L'administration Trump a depuis autorisé la vente au Nigeria d'avions Super Tucano d'une valeur de 410 millions d'euros – « des appareils de surveillance et de soutien tactique qui devraient être livrés en 2020 ». Toutefois, cette décision apparaît comme le résultat d'un infléchissement déjà en cours sous l'administration Obama puisque, dès la seconde moitié de l'année 2016, Washington envisageait déjà d'autoriser cette vente, arguant des avancées que le nouveau président du Nigeria, Muhammadu Buhari, aurait réalisé au sein de l'armée (Alonso Pirio et Pittelli, 2016).

Le cas des ventes d'armes et de la coopération militaire russes avec le Soudan – dont la responsabilité des autorités gouvernementales dans la violation des droits humains et la commission de crimes de guerre dans sa répression des rebelles au Darfour sont connus – est une illustration plus flagrante encore de la mise en échec d'une stratégie américaine visant à mettre sous pression un pays afin d'y promouvoir les droits de l'homme et les principes démocratiques. Ainsi, Amnesty International a documenté que des armes russes et chinoises, y compris des hélicoptères d'attaque Mi-24 fournis par la Russie, avaient alimenté le conflit au Darfour.

¹⁸⁵ Cyrille Bret, *Les exportations d'armes : un levier d'influence géopolitique pour la Russie*, diplomweb.com, 7 décembre 2017.

3. Grands axes de la politique de sécurité et défense de la Russie en Afrique

Indéniablement, la Russie de Vladimir Poutine est redevenue une puissance militaire mondiale de premier ordre. Ces dernières années, Moscou a, de fait, remporté un certain nombre de succès militaires, en Ukraine et en Syrie. Ainsi, comme le souligne le dernier rapport du Forum sur la sécurité de Munich : « avec relativement peu d'argent et de main-d'œuvre, Moscou a inversé le cours du conflit syrien – en renforçant le régime d'Assad – et réaffirmé son pouvoir et son implantation militaire au Moyen-Orient »¹⁸⁶. La projection de l'image d'un État « responsable », intensivement engagé dans la lutte contre le terrorisme international, constitue également un enjeu de cette intervention militaire¹⁸⁷. Il en va de même en Afrique, où la Russie entend également lutter contre le terrorisme islamiste.

a) La lutte contre le terrorisme

Le « Concept de la politique étrangère », un document officiel datant de février 2016 et représentant « un système d'attitudes envers les principes de base, les axes prioritaires, les objectifs et les tâches de la politique étrangère de la Fédération de Russie »¹⁸⁸, caractérise la lutte contre le terrorisme international « comme l'objectif prioritaire de l'État et la priorité clé de la sécurité internationale ». Il précise également que l'action de Moscou à cet effet concerne également l'Afrique du Nord : « La Russie continuera d'apporter une contribution considérable à la stabilisation de la situation au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, de soutenir les efforts collectifs visant à neutraliser les menaces représentées par les groupes terroristes internationaux (...) ».

Cela se vérifie dans les faits. L'Algérie et la Russie ont commencé dès 2016 à partager des informations sur les mouvements des groupes djihadistes en Afrique du Nord et annonçaient des plans supplémentaires pour une coopération militaire plus approfondie. La même année, Moscou a commencé à partager avec Tunis de l'imagerie satellitaire des groupes terroristes se déplaçant dans la région.¹⁸⁹ Des relations de ce type se sont également développées avec le Maroc et surtout l'Égypte, avec qui Moscou a discrètement conclu un accord à la fin de l'année dernière autorisant aux aviations militaires de chacun des deux pays un accès aux bases aériennes de l'autre¹⁹⁰.

Par ailleurs, bien que la note de « Concept de la politique étrangère » n'en souffle mot, les coopérations de ce type englobent également l'Afrique noire. Ainsi, la tournée en Afrique subsaharienne de Sergueï Lavrov (mars 2018, voir *supra*) avait notamment pour objectif la lutte contre le terrorisme. Celui-ci devait alors déclarer : « *Nous espérons évoquer en détail un large éventail de problèmes globaux et régionaux, notamment la lutte contre le terrorisme et le règlement des crises, y compris dans la région du Sahara-Sahel, de la Corne de l'Afrique et*

¹⁸⁶ Munich Security Report 2018, *op.cit.*

¹⁸⁷ Isabelle Facon, avril 2017, *op.cit.*

¹⁸⁸ Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, *Le Concept de politique étrangère de la Fédération de Russie*, 30 novembre 2016. Voir http://www.mid.ru/fr/foreign_policy/official_documents/-/asset_publisher/CptICk6BZ29/content/id/2542248

¹⁸⁹ Sarah Feuer et Anna Borshchevskaya, 2 novembre 2017, *op.cit.*

¹⁹⁰ Amine Ater, *Égypte : l'alliance Moscou-Le Caire se précise*, La Tribune Afrique, 12 décembre 2017.

des Grands lacs »¹⁹¹. À ce jour, la Russie développe notamment une coopération de sécurité avec le Mali, fournissant des armes à ses forces armées. Il est à ce titre intéressant de noter que cela se fait en intelligence avec les puissances occidentales impliquées dans la stabilisation et la lutte anti-terroriste au Mali, notamment la France¹⁹². Dans la région des Grands lacs, Moscou développe également des coopérations sécuritaires et militaires avec le Rwanda, le Mozambique et peut-être prochainement la RDC.

Les motivations de la Russie dans la lutte contre le terrorisme islamiste international sont multiples. Outre la portée de perception de cette menace comme un thème fédérateur à l'échelle globale, elles tiennent également à des préoccupations sécuritaires nationales : l'allégeance affichée à l'organisation de l'État islamique d'un certain nombre de militants islamistes actifs dans le Caucase du Nord, ainsi que la présence de plusieurs milliers de ressortissants russes et centrasiatiques dans ses rangs.¹⁹³

Cependant, la lutte contre le terrorisme n'est pas la seule motivation sécuritaire – loin s'en faut – du réengagement russe en Afrique, qui traduit également un attachement à la stabilité en général, et à la volonté du Kremlin de conserver une marge de manœuvre et un contrôle sur la situation dans une région où, dans sa perception des choses, l'instabilité a explosé en raison de l'effondrement des structures étatiques de nombreux pays (notamment en Libye).¹⁹⁴ Néanmoins, selon Moscou, « la propagation de l'idéologie extrémiste et l'activité des structures terroristes (...) au Moyen-Orient et en Afrique du Nord » est une conséquence directe de l'effondrement des structures étatiques, elles-mêmes directement liées à l'ingérence de l'Occident¹⁹⁵. A contrario, « dans la perspective russe, des structures étatiques fortes sont les seules à même de contenir les défis à la stabilité de la région, notamment la montée en puissance d'un islam militant (...), d'où la préférence de la Russie pour le maintien du statu quo exprimé au moment des printemps arabes, dont elle a d'emblée prédit qu'ils feraient le jeu de forces islamistes »¹⁹⁶. Enfin, bien que l'armée régulière russe n'effectue présentement aucune opération extérieure en Afrique, des sociétés militaires privées enrôlant des mercenaires défendent les intérêts de Moscou de façon plus discrète.

b) De l'activité des sociétés militaires privées russes en Afrique

Au service des intérêts officiels et officieux de la Fédération de Russie, l'utilisation de mercenaires apparaît précieuse dans la mesure où ceux-ci peuvent non seulement être déployés dans des combats terrestres particulièrement difficiles aux côtés de troupes gouvernementales (comme en Syrie, où des divisions de combat auraient participé aux assauts sur Deir ez-Zor et Palmyre), mais surtout, puisque les autorités russes ne reconnaissent pas officiellement leur existence, ils peuvent en nier ou minimiser les pertes.

¹⁹¹ Interview du ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov accordée au magazine *Hommes d'Afrique*, 5 mars 2018, *op.cit.*

¹⁹² Marlène Panara, *op.cit.*

¹⁹³ Isabelle Facon, avril 2017, *op.cit.*

¹⁹⁴ *Ibid.*

¹⁹⁵ Dans le Concept de politique étrangère : « La propagation de l'idéologie extrémiste et l'activité des structures terroristes dans plusieurs régions, avant tout au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, déterminées (...) en grande partie par l'ingérence extérieure, ont amené ensemble à la destruction des mécanismes traditionnels assurant l'administration publique et la garantie de la sécurité, (...) » (Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, *Le Concept de politique étrangère de la Fédération de Russie*, 30 novembre 2016).

¹⁹⁶ Isabelle Facon, avril 2017, *op.cit.*

La principale société militaire privée russe, le groupe *Wagner* (aussi appelé *Vagner*), s'était fait remarquer dès 2014, en appuyant les forces séparatistes pro-russes en Crimée, puis dans les régions de Donetsk et Lougansk, dans l'Est de l'Ukraine¹⁹⁷.

Depuis 2015, le gouvernement syrien de Bachar el-Assad bénéficie également des services de *Wagner*¹⁹⁸. Ces hommes, agissant sous commandement syrien mais en étroite coordination avec l'armée russe, s'élèveraient au nombre de 2500, selon la BBC¹⁹⁹.

Cependant les activités de *Wagner* ne se limitent pas uniquement à l'Ukraine et à la Syrie, mais s'étendent également au Soudan, à la Centrafrique et peut-être bientôt à la Libye : des États ayant pour point commun des violences intercommunautaires offrant au Kremlin une opportunité d'y étendre son influence politique et obtenir des gains économiques.

Ainsi, selon Sergueï Soukhankine, expert associé au Centre international d'études politiques à Kiev, des mercenaires de *Wagner* ont été envoyés au Soudan afin de soutenir militairement le gouvernement du président el-Béchir contre le Soudan du Sud et « imposer des conditions avantageuses pour les compagnies russes ». Les mercenaires y protègent notamment les mines d'or, d'uranium et de diamant, d'après Soukhankine, ajoutant que cette dernière est la « marchandise la plus essentielle ». ²⁰⁰ Toujours d'après Soukhankine, des mercenaires *Wagner* soutiendraient les mêmes objectifs en Centrafrique : protéger les mines lucratives et soutenir le clan gouvernemental dans un pays en proie à d'importantes violences intercommunautaires perpétrées par des groupes armés. Profitant de la faible concurrence sur le terrain, Moscou pourrait ainsi également voir croître son influence dans la région environnante, en parallèle à de juteux gains économiques. Au total, il y aurait aujourd'hui environ 370 mercenaires russes en RCA et au Soudan.²⁰¹

Ces incursions au Soudan et en République centrafricaine ne présagent pourtant pas d'un déploiement militaire russe à grande échelle en Afrique. Le Kremlin semble plus intéressé par l'option de l'utilisation de sociétés militaires privées, plus discrète et moins contraignante, que par un investissement massif sur le continent. Néanmoins, la présence d'une compagnie militaire privée soutenue par le Kremlin dans deux pays d'Afrique subsaharienne pourrait ouvrir la voie à une participation russe plus forte dans la région. Ainsi, selon un « chef recruteur » collaborant avec le groupe *Wagner* : « À l'étape suivante, on entrera probablement en Libye. Également pour combattre les terroristes et les extrémistes, ainsi que pour défendre les intérêts de notre pays. Il y aura peut-être d'autres gens envoyés ailleurs en Afrique »²⁰².

4. Enjeux politico-diplomatiques : priorité des priorités ?

L'une des priorités des actions de Moscou en Afrique est la recherche de soutiens actifs à ses initiatives diplomatiques. Cette stratégie ne se limite cependant pas au continent africain. Elle correspond, en fait, à la politique extérieure russe de recherche d'une diversification de ses relations dans toutes les régions du monde. À cet égard, les cinquante-quatre États africains constituent une « réserve » politique potentielle considérable pour les intérêts de la politique

¹⁹⁷ Laurence Peter, *Syria war: Who are Russia's shadowy Wagner mercenaries?*, BBC news, 23 février 2018.

¹⁹⁸ Daniel Brown, *3 countries where Russia's shadowy Wagner Group mercenaries are known to operate*, Business Insider France, 27 avril 2018.

¹⁹⁹ Laurence Peter, 23 février 2018, *op.cit.*

²⁰⁰ Daniel Brown, *op.cit.*

²⁰¹ *Ibid.*

²⁰² Elena Volochine, *Interview. Mercenaires russes : « C'est une catégorie de gens qui ne peuvent pas vivre sans la guerre »*, Libération, 12 mars 2018.

étrangère russe, en particulier dans les cas où Moscou choisit de s'opposer aux puissances occidentales (ou inversement)²⁰³. L'enjeu est aussi de démontrer que Moscou n'est pas aussi isolé que l'Occident le prétend.

Dans ses dimensions politiques et diplomatiques, on ne peut que constater que le réengagement russe initié au milieu des années 2000, et qui tardait depuis à se concrétiser, s'est finalement accéléré ces dernières années, notamment en Afrique du Nord, avec le déclenchement des printemps arabes. On assiste indéniablement depuis à un retour en force de la diplomatie russe, notamment au Maghreb (et davantage encore au Moyen-Orient). Comme le souligne Isabelle Facon, chercheuse à la FRS (Paris) : « Avant les printemps arabes, beaucoup des anciennes relations bâties du temps de l'URSS, même les plus fortes (Syrie, Libye, Égypte, Algérie), étaient loin d'avoir recouvert leur niveau d'antan »²⁰⁴.

a) Les printemps arabes au Maghreb – Une Russie contre-révolutionnaire

Dès le déclenchement des printemps arabes, Moscou s'est positionné – indépendamment de la nature des régimes – en faveur du *statu quo* et des pouvoirs « légitimes ».²⁰⁵ Cette prise de position conservatrice du Kremlin à l'égard des printemps arabes s'inscrit dans la continuité du rejet de ce qu'il perçoit comme la propension des pays occidentaux à soutenir et fomenter des changements de régime (Serbie 1999, Irak 2003, Révolution des Roses en Géorgie 2003, Révolution orange en Ukraine 2004, puis Maïdan en 2013)²⁰⁶.

L'intervention de l'OTAN en Libye et l'effondrement du régime de Kadhafi qui s'en est suivi en 2011 a durci l'attitude de Moscou et explique, en grande partie, sa détermination dans le dossier syrien. Ainsi, du point de vue russe, l'OTAN a non seulement rompu le *statu quo* du pays, mais aussi une série d'accords économiques et militaires que le président Poutine avait forgé avec le dictateur libyen²⁰⁷. Déçu par ce qu'il considère comme une tromperie du camp occidental (à savoir, l'élimination de Kadhafi)²⁰⁸, Moscou veut mettre un coup d'arrêt aux politiques du « changement de régime » poursuivies par les Occidentaux au détriment des intérêts géopolitiques et économiques russes²⁰⁹.

Quoi qu'il en soit, la posture alors adoptée par le Kremlin et les événements qui ont eu lieu depuis ont généré une intensification des relations (diplomatiques, commerciales, mais aussi sécuritaires et militaires) entre Moscou et la plupart des capitales de la région. Ainsi, à Alger, cela aurait notamment contribué à faciliter le développement des projets de coopération Sonatrach-Gazprom (voir *supra*)²¹⁰.

Mais surtout, tandis qu'en Libye Moscou s'efforce de relancer des contrats préexistants à la chute du régime Kadhafi, c'est en Égypte que, depuis le coup d'État militaire du

²⁰³ J. Peter Pham, 13 mars 2014, *op.cit.*

²⁰⁴ Isabelle Facon, avril 2017, *op.cit.*

²⁰⁵ *Ibid.*

²⁰⁶ *Ibid.*

²⁰⁷ Sarah Feuer et Anna Borshchevskaya, *op.cit.*

²⁰⁸ Si le Conseil de sécurité des Nations Unies a bien adopté la résolution 1973 en mars 2011, celle-ci accordait un mandat autorisant une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Libye, c'est-à-dire à des fins de protection civile, et non pour éliminer Kadhafi du pouvoir. Au Conseil de sécurité, le gouvernement russe (D. Medvedev était alors président) s'était abstenu, laissant passer l'occasion d'y opposer un veto unilatéral.

²⁰⁹ Pascal Boniface, *Une Russie forte mais isolée*, Iris, 21 décembre 2015. D'autres motivations peuvent être avancées pour compléter l'explication du positionnement russe. Citons notamment la crainte d'une propagation des soulèvements populaires à l'espace post-soviétique et à la Russie (en particulier au Caucase du Nord). Voir par exemple : Tobias Schumacher et Cristian Nitoiu, "Russia's foreign policy towards North Africa in the wake of the Arab Spring", *Mediterranean Politics*, Volume 20, Pages 97-104, 10 mars 2015.

²¹⁰ Tobias Schumacher et Cristian Nitoiu, *op.cit.*

3 juillet 2013, le rapprochement politique et diplomatique s'est produit de la manière la plus spectaculaire. En attestent les nombreuses réunions de haut niveau ces dernières années, dont la récente visite du président russe au Caire à la fin de l'année dernière, qui s'est conclue par des accords concernant la construction d'une centrale nucléaire et le développement de la coopération militaire²¹¹. Par ailleurs, les diplomaties russe et égyptienne convergent particulièrement sur le dossier libyen où les deux pays soutiennent ouvertement le général Khalifa Haftar, arguant notamment qu'il est plus à même de lutter contre les djihadistes islamistes.

En effet, sur le plan politique, Moscou penche ouvertement pour le général Haftar, chef de l'Armée nationale libyenne (ANL) qui contrôle l'est du pays (la Cyrénaïque), riche en pétrole. Haftar a ainsi visité la Russie à plusieurs reprises, rencontrant notamment les ministres russes des Affaires étrangères et de la Défense. Cependant, dans le même temps, le Kremlin a également accueilli en mars 2007 Fayez el-Sarraj, chef du Gouvernement d'entente nationale à Tripoli, bénéficiant quant à lui de la reconnaissance et du soutien de l'ONU et des capitales occidentales. Ainsi, bien qu'ayant une préférence pour Haftar, plutôt que de se contenter d'appuyer uniquement une partie, Moscou fait preuve d'initiatives diplomatiques à l'égard des « deux gouvernements » libyens. Cette activité diplomatique multi-vectorielle du Kremlin peut s'expliquer, premièrement, par l'objectif primordial d'éviter l'éclatement du pays, dont il suppose qu'il bénéficierait aux islamistes, et deuxièmement, par une approche conçue pour élargir ses marges de manœuvres, en raison d'une région particulièrement instable et sujette à des évolutions politiques dramatiques²¹².

b) L'Afrique comme espace de désenclavement politique

Outre les printemps arabes et leurs conséquences, un autre facteur permettant de comprendre l'intérêt plus pressant du Kremlin pour l'Afrique est incontestablement le déclenchement puis l'enlisement de la crise politique opposant la Russie à l'Occident²¹³. Ainsi, selon Isabelle Facon, « lorsque la Russie travaille à renforcer sa présence en Afrique du Nord, elle escompte que cela puisse lui ouvrir des opportunités d'interaction et de dialogue avec un certain nombre de pays européens, intéressés à l'évolution de la situation dans cette région »²¹⁴. C'est notamment vrai en Libye où, en y accroissant sa présence, voire en œuvrant à une résolution de crise, le Kremlin pourrait se doter de leviers d'influence sur l'UE, pouvant mener à des concessions de la part de l'Occident, y compris l'allègement des sanctions.

Il est utile de rappeler ici que, si les relations économiques ont effectivement reculé en raison des sanctions économiques (et contre-sanctions) imposées de part et d'autre, les liens économiques entre l'UE et la Russie demeurent denses, tandis que sur les plans politiques et stratégiques les rapports sont sévèrement et durablement endommagés²¹⁵. En conséquence si, dans sa tentative de rééquilibrer ses relations extérieures, le Kremlin regarde, en premier lieu, vers l'Asie, les autorités russes semblent néanmoins avoir méthodiquement accéléré leurs efforts pour construire des alliances politiques et conclure des accords commerciaux avec un

²¹¹ Amine Ater, *Égypte : l'alliance Moscou-Le Caire se précise*, La Tribune Afrique, 12 décembre 2017.

²¹² Isabelle Facon, avril 2017, *op.cit.*

²¹³ À partir des événements de 2014 en Ukraine (annexion de la Crimée par la Russie) qui déclenchèrent une série de sanctions et de contre-sanctions dans une spirale de confrontation politique ensuite aggravée par les divergences profondes sur la Syrie, les accusations d'interférence de Moscou dans le processus électoral américain et l'utilisation présumée d'armes chimiques au Royaume-Uni (« affaire Skripal ») et à Douma (Syrie).

²¹⁴ Isabelle Facon, avril 2017, *op.cit.*

²¹⁵ Isabelle Facon, « Relations Russie-Union européenne : une crise qui s'enracine », *l'ENA hors les murs*, n°466, décembre 2016.

nombre croissant de pays africains²¹⁶, indépendamment de la nature de leurs régimes. Cela est vrai en Afrique du Nord comme en Afrique subsaharienne. Parmi ces pays figurent notamment des États sanctionnés comme le Soudan²¹⁷, le Zimbabwe (de Mugabe)²¹⁸ et l'Érythrée²¹⁹, mais aussi l'ancien allié soviétique angolais (de dos Santos)²²⁰ ; ou encore, plus récemment, la Centrafrique.

Pour exercer son influence politique auprès de ces États, la diplomatie russe dispose de plusieurs leviers. S'il est vrai que Moscou est loin de disposer de la puissance économique et commerciale de Pékin, on a vu que la Russie peut toutefois compter sur ses ventes d'armements pour renforcer et développer son réseau d'alliance (Algérie, Égypte, Soudan, Centrafrique, Angola, etc.) À côté du transfert d'armements, Moscou pratique également d'autres formes de coopération – militaire, sécuritaire, anti-terroriste – dont la diplomatie russe escompte tirer des gains politiques. À cet égard, l'implication croissante de Moscou en Centrafrique, où la situation sécuritaire s'est largement dégradée ces dernières années, n'est certainement pas désintéressée (voir *supra*).

À cela, Moscou combine un autre atout considérable dans sa recherche de soutiens politiques. En sa qualité de membre permanent du Conseil de sécurité, la Russie est en effet en capacité d'opposer son veto à toute résolution émanant de cette institution, notamment lorsque des projets de résolution portés par des Occidentaux visent à sanctionner des régimes critiqués pour leur autoritarisme. Ce fut par exemple le cas lorsqu'en 2008 la Russie (tout comme la Chine) empêcha une résolution du Conseil de sécurité visant l'imposition de sanctions et d'embargos sur les importations d'armes à l'encontre du Zimbabwe de Robert Mugabe.

Du point de vue des gouvernements africains – *a fortiori* s'ils s'éloignent des standards démocratiques –, la relation est largement avantageuse. En particulier, on y apprécie qu'à l'instar de ses exportations de défense, le soutien diplomatique russe (et chinois) se fasse sans les conditions politiques souvent dérangeantes imposées par les gouvernements européens qui, en conséquence, voient leur capacité à imposer des programmes de réforme et d'autres moyens de faire pression sur ces États considérablement réduits²²¹.

Du côté de Moscou, les gains politiques en Afrique sont réels et ne peuvent être ignorés. Par exemple, si l'annexion russe de la Crimée fut largement condamnée à l'Assemblée générale des Nations Unies²²², la plus grande partie des États africains s'y était abstenue²²³ et deux des dix pays ayant pris position en faveur de Moscou étaient africains : le Zimbabwe et le

²¹⁶ L'idée est que les accords commerciaux scellés servent également la diplomatie, renforçant *in fine* l'influence politique de Moscou.

²¹⁷ Le Soudan est un bon exemple de pays africain convergeant vers la Russie en réponse aux pressions de l'Occident, en particulier des États-Unis. En témoigne la surprenante proposition du président soudanais Omar el-Béchar aux autorités russes, lors d'une visite officielle à Moscou en novembre 2017, d'installer une base militaire dans son pays afin de protéger le Soudan contre les « actions agressives » des États-Unis (Jeune Afrique avec AFP, *Soudan : en visite en Russie, Omar el-Béchar demande la protection de Poutine contre les États-Unis*, Jeune Afrique, 23 novembre 2017).

²¹⁸ Désormais dirigé par Emmerson Mnangagwa (voir *supra*).

²¹⁹ Gregory Alonso Pirio et Robert Pittelli, *The Russian Challenge to U.S. Policy in Africa*, OpenEd on Informed Comment/Juan Cole, 28 août 2016.

²²⁰ Désormais dirigé par João Lourenço qui, depuis sa prise de fonctions le 26 septembre 2017, a écarté plusieurs caciques – dont des membres de la famille dos Santos – de l'ancien régime (voir *supra*).

²²¹ J. Peter Pham, 13 mars 2014, *op.cit.*

²²² Projet de résolution portant sur l'intégrité territoriale de l'Ukraine, Assemblée générale des Nations Unies, A/68/L.39, 24 mars 2014. Par 100 voix contre 11, avec 58 abstentions. Voir : Assemblée générale des Nations Unies, A/68/PV.80, 27 mars 2014.

²²³ Afrique du Sud, Algérie, Angola, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Comores, Djibouti, Égypte, Érythrée, Éthiopie, Gabon, Gambie, Kenya, Lesotho, Mali, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Ouganda, République unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Soudan du Sud et Zambie.

Soudan.²²⁴ Il est d'ailleurs intéressant de noter que ces deux pays sont parmi les deux plus grands partenaires de la Chine en Afrique, inscrits dans une logique d'adhésion à ce que nous avons qualifié de « consensus de Pékin ». Aussi, un certain nombre d'États africains ne sont pas non plus insensibles, à des degrés divers, à l'ordre international alternatif « post-occidental » que promeut la diplomatie russe.

Focus : L'utilisation du veto – Zimbabwe (2008)

En juillet 2008, un projet de résolution déposé au Conseil de sécurité visait l'imposition de sanctions et d'embargos sur les importations d'armes à l'encontre du Zimbabwe. Ce projet de résolution échoua en raison des vetos russes et chinois.

L'ambassadeur russe à l'ONU, Vitali Tchourkine, tout en dénonçant une tentative d'ingérence dans les affaires intérieures d'un État souverain, déclarait alors qu'il n'y avait pas de mandat pour imposer des sanctions au Zimbabwe parce qu'il n'y avait pas de menace pour la paix et la sécurité internationales :

*« Nous avons récemment constaté que la position d'un certain nombre de membres du Conseil visait de manière de plus en plus flagrante à faire en sorte que le **Conseil outrepassé les prérogatives que lui confère la Charte** et vont au-delà du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Nous estimons que de telles pratiques sont illégitimes et dangereuses (...). La Fédération de Russie a l'intention de continuer de lutter contre ces tendances, (...). L'application par le Conseil de sécurité de mesures coercitives conformément au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies n'est pas justifiée dans ce cas et va trop loin. En outre, **le projet de résolution n'est rien d'autre qu'une tentative d'ingérence dans les affaires intérieures d'un État de la part du Conseil, ce qui va à l'encontre de la Charte.** » (Conseil de sécurité, S/PV.5933, 11 juillet 2008)*

La Russie n'était toutefois pas la seule à s'opposer à cette résolution puisque la Chine, considérant également ces mesures comme une ingérence dans les affaires intérieures du Zimbabwe, y opposa pareillement son veto. Sur les trois pays africains alors élus en tant que membres non permanents (2008), alors que le Burkina Faso vota en faveur, l'Afrique du Sud et la Libye tranchèrent elles aussi à l'encontre de cette résolution. (S/PV.5933, 11 juillet 2008)

En tout état de cause, on peut considérer qu'en retour, Moscou retire également des bénéfices de cette relation (entre autres : mine de Darwendale et soutien diplomatique, voir *supra*). À noter également, l'inquiétude de Moscou que le coup d'État ayant renversé Mugabe nuise aux affaires russes, démontrant que, si les intérêts russes et chinois peuvent converger, ils peuvent aussi s'opposer.

²²⁴ Projet de résolution portant sur l'intégrité territoriale de l'Ukraine, Assemblée générale des Nations Unies, A/68/L.39, 24 mars 2014.

c) *La présence russe en Afrique : terrain de construction d'un ordre international alternatif « post-occidental » ?*

L'organisation renouvelée de l'ordre international que le Kremlin appelle de ses vœux a clairement été invoquée lors d'une intervention remarquée du ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, à la Conférence pour la sécurité de Munich de 2017. Dans son allocution, il annonçait la fin de l'« ordre international libéral » et en appelait à son remplacement par un nouvel ordre « post-occidental » en ces termes :

« Nous ne sommes pas du tout d'accord avec ceux qui accusent la Russie et d'autres pays influents de tentative de détruire le soi-disant ordre mondial libéral. La crise de ce modèle était programmée déjà à l'époque où le concept de mondialisation politique et économique a été conçu comme un instrument de croissance pour le club fermé auquel appartenaient certains États pour dominer les autres. Les dirigeants responsables doivent faire un choix. J'espère que ce choix sera celui d'un ordre mondial démocratique et juste. Si vous voulez, appelez-le « post-West ». Il apparaîtra quand chaque pays, s'appuyant sur sa souveraineté dans le cadre du droit international, cherchera l'équilibre entre ses intérêts et ceux de ses partenaires, en respectant l'identité culturelle, historique et civilisationnelle de chaque État »²²⁵.

Ce discours entre ainsi en résonance avec le « Concept de politique étrangère », rapportant notamment que « l'activité de l'État dans le domaine de la politique étrangère » vise, comme priorité de la Fédération de Russie dans le règlement des problèmes globaux, à la réalisation de l'objectif « d'instaurer un système international juste et démocratique ». Il livre également la vision russe, selon laquelle « les capacités de l'Occident historique pour dominer dans l'économie et la politique mondiales se réduisent » et « la diversité des cultures et des civilisations dans le monde se manifeste clairement, tout comme la pluralité des modèles de développement des États ». Enfin, on y retrouve également l'insistance de Moscou sur le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, notamment lorsqu'est évoquée l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient dans l'ordre des priorités régionales de la politique étrangère de la Fédération de Russie – ce qui n'est pas sans déplaire aux capitales de la région. Ainsi, comme le souligne Isabelle Facon, « d'une manière générale, la Russie joue sur une corde sensible dans l'ensemble de la zone lorsqu'elle affirme que sa politique au Moyen-Orient et en Afrique du Nord sera toujours menée sur la base du respect de [la] souveraineté [des États] et de leur intégrité territoriale, ainsi que de leur droit de décider eux-mêmes de leur sort sans aucune ingérence extérieure »²²⁶.

Ce document fondamental de la politique étrangère russe contemporaine met également en exergue dans sa description du monde contemporain le caractère « polycentrique » (ou « multipolaire ») du système international que Moscou entend approfondir :

« Le monde contemporain traverse de profonds changements dont l'essence est la formation d'un système international polycentrique. La structure des relations internationales continue de se complexifier. Le processus de mondialisation entraîne la formation de nouveaux centres d'influence économique et politique. »

Ces discours et projets politiques russes en faveur d'une plus grande multipolarisation du monde suscite une adhésion plus ou moins forte auprès de certaines capitales africaines qui, par ailleurs, entretiennent des relations parfois compliquées avec leurs anciennes métropoles européennes, et souvent des souvenirs pour le moins « ambivalents » de leurs rapports passés avec elles.

²²⁵ Conférence de Munich : Lavrov prône un ordre mondial « post-occidental », RFI, 18 février 2017.

²²⁶ Isabelle Facon, avril 2017, *op.cit.*

C'est, par exemple, en partie à la lumière d'une convergence sur l'idée de la nécessité de diversifier ses relations dans un monde devenu multipolaire qu'il faut considérer l'évolution récente des relations russo-marocaines²²⁷. Mais plus encore, les capitales africaines savent qu'elles peuvent tirer avantage d'une telle stratégie et d'un rapprochement diplomatique avec Moscou – en l'instrumentalisant, pour modifier et influencer les relations qu'elles entretiennent avec les pays de l'UE et les États-Unis.

Du côté du Kremlin, l'ambition est d'aboutir à une « correction » de l'ordre international tel qu'il s'est établi au sortir de la Guerre froide et de reconquérir une plus grande influence sur la scène internationale. À cette fin, comme l'explique Isabelle Facon : « la Russie se plaît ainsi à raccrocher des puissances régionales à certaines des organisations qu'elle met en avant pour conforter l'idée de la multipolarisation grandissante du monde – et de l'importance de son propre rôle dans cette évolution »²²⁸. Le cas du rapprochement annoncé entre l'Égypte d'al-Sissi et l'Union économique eurasiatique l'illustre fort bien²²⁹.

En somme, ces organisations « désoccidentalo-centrées » (OCS, UEE, RIC, BRICS, etc.) participent, à l'évidence, à la stratégie russe d'une reconnaissance de la formation d'un monde polycentrique où Moscou joue un rôle important (et où le poids de l'Occident dans la politique mondiale s'érode). Ainsi, d'après S. Lavrov : « *la coopération dans le cadre du groupe [BRICS] est un élément important de la formation d'un ordre mondial polycentrique, plus juste et plus démocratique, un exemple éloquent du renforcement des tendances multilatérales et collectives dans les affaires internationales* »²³⁰.

Enfin, si Pékin et Moscou partagent des représentations d'une dimension « post-occidentale » du monde contemporain, et un consensus officiel en faveur d'un nouvel « ordre démocratique mondial », des limites importantes subsistent : différences de points de vue, conflits d'intérêts et incertitudes stratégiques²³¹.

²²⁷ *Ibid.*

²²⁸ Isabelle Facon, avril 2017, *op.cit.*

²²⁹ *Ibid.*

²³⁰ Interview du ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov accordée au magazine Hommes d'Afrique, Moscou, 5 mars 2018, *op.cit.*

²³¹ Voir par exemple : Bobo Lo, « New Order for Old Triangles? The Russia-China-India Matrix », *Russie.Nei.Visions*, No. 100, Ifri, avril 2017.

Conclusion – Chine, Russie et UE/États européens : acteurs antagonistes en Afrique ?

En Afrique, les activités économiques chinoises (investissements et échanges commerciaux) dépassent de (très) loin celles de la Russie. Dans le même temps, la demande chinoise en matières premières et en pétrole est devenue une clé essentielle de la croissance économique de nombreux États africains, et des entreprises chinoises se sont installées dans tous les secteurs : industries d'extraction, tourisme, télécommunications, BTP, transports et infrastructures, entrant souvent en concurrence avec des opérateurs historiques européens. À l'inverse, les acteurs économiques russes, en dehors de quelques secteurs stratégiques tels que ceux de l'armement (principalement en Afrique du Nord) et de l'exploitation de ressources minérales et énergétiques, n'ont pas vocation (contrairement à la Chine) à remplacer les activités économiques des Européens en Afrique. Autrement dit, alors qu'une partie de l'Afrique devient toujours économiquement plus dépendante de la Chine, la Russie demeure et demeurera un acteur économique bien moins important pour le continent.

Cheval de bataille de l'UE et des États-Unis, l'expansion de la démocratie en Afrique (et dans le monde) n'est en revanche pas un sujet de préoccupation pour les autorités russes et chinoises. Tel que le résume Arnaud Dubien, directeur de l'Observatoire franco-russe : « La Russie, comme la Chine, ne considère pas la démocratisation comme une priorité ; elle fait même de son respect de la souveraineté et de son refus de l'ingérence un argument »²³².

Auprès de certains gouvernements africains, cette rhétorique suscite des réactions favorables à l'encontre de deux puissances mondiales qui ne pressent pas les gouvernements sur les questions de corruption, de droits de l'homme ou de démocratie. Mais alors que la Chine est parvenue à s'imposer comme un partenaire incontournable pour de nombreux pays africains, un nombre beaucoup plus limité d'États entretient des relations denses avec la Russie.

Si Moscou, comme Pékin, fait du respect de la souveraineté étatique et du refus de l'ingérence un argument de preuve de leur supposée neutralité, cela n'empêche pas de voir se développer d'importants espaces de coopération (sous certaines conditions) en Afrique, même sur les questions sécuritaires.

Dans le cas de la Russie, l'intensité de l'engagement (diplomatique puis militaire) russe tel qu'il s'est opéré en Syrie laisse présager qu'en cas d'opportunité (désengagement ou hésitations de l'administration américaine) une implication plus forte dans des États africains n'est pas à écarter, *a fortiori* dans un contexte où une tentative de changement de régime menacerait ses intérêts. Néanmoins, il est plus probable que le Kremlin privilégie d'autres moyens plus limités (utilisation de compagnies militaires privées) plutôt qu'un recours à un déploiement militaire de grande échelle.

En ce qui concerne la Chine, les autorités sont beaucoup moins enclines à intervenir militairement dans les zones de conflits. L'hypothèse que Pékin se serve de menaces militaires pour persuader les États africains de tenir compte de son programme politique est également peu crédible. Néanmoins, la présence d'un nombre important de ses ressortissants, des intérêts économiques très prégnants en Afrique, ainsi que l'augmentation des moyens techniques (modernisation de l'APL, base de Djibouti) augmentent les probabilités d'interventions limitées liées à la défense de ses intérêts, notamment économiques et sécuritaires. En outre,

²³² Marlène Panara, 25 octobre 2017, *op cit*.

contrairement à la Russie (mais semblablement aux acteurs « traditionnels »), la Chine est aujourd'hui en mesure de déployer efficacement d'autres moyens, tels que la diplomatie culturelle, mais surtout des incitants économiques, voire (à terme) des sanctions, afin de servir son agenda politique dans une Afrique qui lui est du point de vue économique de plus en plus dépendante.

Les relations diplomatiques entre l'UE (ainsi que ses États membres) et Moscou ne sont pas au beau fixe, semblant même être durablement affectées et rendant d'autant plus compliquée la coopération. Néanmoins, d'autres paramètres internationaux influencent les relations entre Européens, d'une part, et Chinois et Russes, d'autre part : en premier lieu, la multipolarisation de la structure du système international et l'affaiblissement du partenariat transatlantique²³³ – tous deux au détriment de la cohésion et de l'« unité occidentale ».

L'unilatéralisme de l'administration Trump, principalement responsable de l'affaiblissement du partenariat transatlantique, contraste par ailleurs avec certaines positions russes et chinoises convergeant paradoxalement davantage avec certains intérêts stratégiques européens. Ainsi, le maintien de l'accord nucléaire iranien (JCPoA) constitue un point d'entente majeur entre l'UE et l'E3 (Allemagne, France, Royaume-Uni) et les chefs d'État russe et chinois. En tout état de cause, la relation transatlantique est devenue une relation moins cohésive, et cela n'est pas pour déplaire au Kremlin (et à Pékin), qui perçoit l'UE comme docilement alignée sur les États-Unis et ne disposant d'aucune autonomie stratégique.

En parallèle, l'UE est confrontée à des défis majeurs et à des évolutions internes particulièrement critiques, tels que le Brexit, mais aussi les divisions, l'impopularité croissante du projet qu'elle porte et la montée des « populismes ». Ces facteurs internes à l'UE ne sont évidemment pas sans conséquences sur les relations entre les États européens et les autres puissances mondiales qui en tirent parti afin de pousser leurs intérêts politiques et économiques. Les divergences de vue au sein de l'UE complexifient les rapports avec Pékin et Moscou, et affaiblissent la position de Bruxelles dans les négociations bilatérales. Les évolutions internes aux États membres sont ainsi susceptibles de remettre en cause les sanctions européennes à l'encontre de la Russie. Ainsi, en Italie, le parti « populiste » Mouvement Cinq Étoiles et le parti d'extrême droite La Ligue, vainqueurs des élections générales de mai 2018, ont formulé un contrat de gouvernement comportant l'abandon de ces sanctions.

Pour coopérer, en Afrique comme ailleurs, l'UE et la Russie doivent dégager des intérêts communs. Or, de manière évidente, les préoccupations européennes au sujet de la démocratisation, de la promotion des droits de l'homme et des principes de bonne gouvernance en Afrique ne sont pas partagées par Moscou (ni par Pékin)²³⁴.

La Russie, pour sa part, a de longue date insisté sur la nécessité d'un approfondissement de la coopération en matière de lutte contre le terrorisme, une priorité commune. Dans le même temps, la France, depuis 2013, est très engagée dans la lutte contre le terrorisme, en particulier

²³³ L'affaiblissement du partenariat transatlantique est largement provoqué par les décisions unilatérales de l'administration Trump, notamment les retraits américains de l'Accord de Paris sur le climat et de l'Accord de Vienne sur le nucléaire iranien (JCPoA), auxquelles s'ajoute l'annonce de sanctions américaines à l'encontre de l'Iran dont les effets extraterritoriaux menacent les entreprises européennes. Mais on peut également citer la reconnaissance unilatérale de Jérusalem comme capitale d'Israël, les déclarations du président américain sur le rôle de l'OTAN ou son soutien assumé au Brexit...

²³⁴ Selon son Concept de politique étrangère, la Russie entend ainsi « lutter contre les tentatives d'instrumentaliser les concepts des droits de l'homme pour exercer une pression politique et s'ingérer dans les affaires intérieures des États, y compris afin de les déstabiliser et de déplacer leur gouvernement légitime » (Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, *Le Concept de politique étrangère de la Fédération de Russie*, 30 novembre 2016).

dans une partie de la bande sahélo-saharienne allant du Tchad à la Mauritanie²³⁵.

À bien des égards, La Russie et la Chine partagent des conceptions communes des relations internationales. En premier lieu, elles souhaitent voir reconnaître la pluralité des modèles de développement des États. Elles rejettent en cela les préoccupations et critiques sur le recul de la démocratie formulées par l'Union européenne et les États-Unis, et réaffirment les concepts de souveraineté et de non-ingérence dans les affaires intérieures. De même, les deux États soutiennent des lignes proches sur le nucléaire iranien, la guerre civile en Syrie ou encore le terrorisme islamiste international²³⁶. On ne peut pas non plus ignorer la divergence des visions du monde entre les capitales européennes, Washington, Moscou et Pékin sur les critères de légitimité d'une intervention. À cela s'ajoute une réelle alchimie entre Vladimir Poutine et Xi Jinping, laissant présager une relation forte durable, tant qu'ils seront au pouvoir. Enfin, s'ils partagent l'ambition de porter un modèle alternatif à la vision hégémonique des États-Unis en Afrique (et dans le monde), « la Chine (...) apparaît plus conservatrice et plus soucieuse de ménager les États-Unis de Trump »²³⁷. À l'échelle globale, les remises en cause de l'ordre international dit « libéral » par la Chine et la Russie, mais aussi le coup porté à cet ordre mondial par la récente politique américaine, constituent un important facteur d'incertitude pouvant mener, selon le rapport de sécurité de Munich 2018, « à l'émergence d'un monde multi-ordres dans lequel plusieurs ordres entrent en concurrence les uns avec les autres »²³⁸. Cela se manifeste (pour l'heure ?) de manière moins épiphénoménique en Afrique que dans d'autres régions du monde, singulièrement au Moyen-Orient et en Asie de l'Est, mais si ces tendances préoccupantes devaient s'approfondir, le continent pourrait rapidement devenir le terrain privilégié d'un nouveau « grand jeu » pour façonner un monde antithétique aux valeurs et aux intérêts occidentaux. Avec le risque que les Européens, marginalisés, en soient les grands perdants.

²³⁵ Marc-Antoine Pérouse de Montclos, *Conflits dans le Sahara : des dynamiques locales occultées par le mirage du djihad global*, The Conversation, 18 avril 2018.

²³⁶ Cyrille Bret, *Russie-Chine : une alliance de façade ?*, The Conversation, 26 juin 2017.

²³⁷ *Ibid.*

²³⁸ Munich Security Report 2018, *op.cit.*, p.9.

Bibliographie

Monographies et revues à comité de lecture :

- Arkhangelskaya, Alexandra, et Shubin, Vladimir, « Russia's Africa Policy », *Occasional paper n°157*, Global Powers and Africa Programme, South African Institute of International Affairs, septembre 2013
- Aurégan, Xavier, « L'avenir de l'Afrique s'écrit-il en Asie ? », *Asia focus n°37*, Iris, juin 2017
- Bobo Lo, « New Order for Old Triangles? The Russia-China-India Matrix », *Russie. Nei.Visions*, No. 100, Ifri, avril 2017
- Boniface, Pascal, *Une Russie forte mais isolée*, Iris, 21 décembre 2015
- Bret, Cyrille, et Begorre-Bret, Michaël, *La Russie a-t-elle les moyens économiques de ses ambitions géopolitiques ?*, Diploweb, 2 janvier 2016
- Cabestan, Jean-Pierre, *La politique internationale de la Chine. Entre intégration et volonté de puissance*, p. 75, 2^e édition, Paris, Presses de Sciences Po, 2015.
- Chaigne-Oudin, Anne-Lucie, *Entretien avec Elena Aoun et Thierry Kellner – Le Moyen-Orient vu par la Chine*, Les clés du Moyen-Orient, 22 juillet 2015
- de Hauteclocque, Jean-Philippe, *Envoi d'une unité de combat au Soudan du Sud : ce que révèle de sa diplomatie énergétique l'engagement croissant de la Chine au sein des opérations de paix*, Tribune, Iris, 6 mars 2015
- Facon, Isabelle, *Le jeu d'influence de la Russie en zone Afrique du Nord / Moyen-Orient*, Observatoire du monde arabo-musulman, FRS, Paris, avril 2017
- Facon, Isabelle, *Relations Russie-UE : une crise qui s'enracine*, l'ENA hors les murs, n°466, décembre 2016
- Feuer, Sarah, et Borshchevskaya, Anna, *Russia Makes Inroads in North Africa*, The Washington Institute for Near-East Policy, 2 novembre 2017
- Garapon, Antoine, *Les nouvelles routes de la soie : La voie chinoise de la mondialisation*, IHEJ, 26 novembre 2016
- Giles, Keir, « Russian Interests in sub-Saharan Africa », *The Letort Papers*, Strategic Studies Institute/US Army War College, juillet 2013
- Hache, Emmanuel, *Fake news ou pragmatisme chinois sur les marchés internationaux ?*, Tribune, Iris, 28 septembre 2017
- Hoste, Jean-Christophe, et Koch, François, « Putin in Africa », *Africa Policy Brief*, No. 12, Egmont Royal Institute for International Relations, Bruxelles, juin 2015
- Lebœuf, Aline, « Coopérer avec les armées africaines », *Focus stratégique*, n°76, Ifri, octobre 2017
- Le Goff, Cédric, « La Chine et l'Afrique. Lorsque l'opportunité occulte le risque », *Asia Focus n°35*, Iris, juin 2017
- Le Pautremeat, Pascal, *L'Afrique : entre défis et succès potentiels, loin des fatalités*, Diploweb.com, 3 octobre 2015
- Mercator Institute for China Studies (MERICS), « China's Emergence as a Global Security Actor: Strategies for Europe », juillet 2017
- Munier, Frédéric, *Géopolitique du pétrole : l'Afrique terrain de bataille*, Diploweb.com
- Pham, Peter J., *Russia's Return to Africa*, Atlantic Council, 13 mars 2014

- Schumacher, Tobias, et Nitoiu, Cristian, « Russia's Foreign Policy Towards North Africa in the Wake of the Arab Spring », *Mediterranean Politics*, vol. 20, n° 1, 2015

Documents officiels :

- Banque africaine de développement, *Annuaire statistique pour l'Afrique 2017*
- Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, Concept de politique étrangère de la Fédération de Russie (approuvé par Vladimir Poutine le 30 novembre 2016), disponible sur : http://www.mid.ru/fr/foreign_policy/official_documents/-/asset_publisher/CptIC kB6BZ29/content/id/2542248
- *Munich Security Report 2018. To the Brink – and Back?*, p.24, disponible sur : <https://www.securityconference.de/en/discussion/munich-security-report/munich-security-report-2018/>
- Union européenne, compte rendu du Conseil européen, 5^e sommet Union africaine-UE, 29-30/11/2017, disponible sur : <http://www.consilium.europa.eu/fr/meetings/international-summit/2017/11/29-30/>
- Xi Jinping, *Secure a Decisive Victory in Building a Moderately Prosperous Society in All Respects and Strive for the Great Success of Socialism With Chinese Characteristics for a New Era*, 3 novembre 2017
- Xinhua, *China's Arab Policy Paper*, Beijing, 13 janvier 2016

Articles de presse :

- Alonso Pirio, Gregory, et Pittelli, Robert, « The Russian Challenge to U.S. Policy in Africa », OpenEd on InformedComment/Juan Cole, 28 août 2016
- Atcha, Emmanuel, *Nucléaire : nouveaux accords entre la Russie et le Nigeria*, La Tribune Afrique, 1^{er} novembre 2017
- Atcha, Emmanuel, *Avec la Russie, le Soudan compte se lancer dans le nucléaire civil*, La Tribune Afrique, 27 novembre 2017
- Ater, Amine, *Égypte : l'alliance Moscou-Le Caire se précise*, La Tribune Afrique, 12 décembre 2017
- Bouessel du Bourg, Charles, *Infographies : en 2016, la Chine est devenue le premier investisseur étranger en Afrique*, Jeune Afrique, 24 août 2017
- Braeckman, Colette, *Comment les Russes sont arrivés à Bangui*, Le Soir, 30 avril 2018
- Brown, Daniel, *3 countries where Russia's shadowy Wagner Group mercenaries are known to operate*, Business Insider France, 27 avril 2018
- Faivre, Agnès, et Pairault, Thierry, *La présence des Chinois en Afrique n'est pas une présence d'investisseurs*, Le Point Afrique, 20 février 2018
- Freland, François-Xavier, *Alexei Vassiliev : « La Russie peut être utile à l'Afrique »*, Jeune Afrique, 13 novembre 2015
- Ibrahima Bayo Junior, *Le Soft-power made in China*, La Tribune Afrique, 23 mars 2017
- Kingsley, Patrick, *Vladimir Putin's Egypt visit sends message to US*, The Guardian, 9 février 2015
- Kuchma, Anna, *Continent of opportunity: Can Russia compete with China in Africa?*, Russia Beyond, 15 juillet 2015
- Kramer, Andrew E., *Unrest in Libya and the Middle East Is Costing the Russian Arms Industry*, New York Times, 4 mars 2011

- Larcher, Laurent, *Emmanuel Macron en tournée africaine*, La Croix, 27 novembre 2017
- Jeune Afrique, *Après sa tournée africaine, Rex Tillerson est remplacé au département d'État par Mike Pompeo, patron de la CIA*, 13 mars 2018
- Roger, Benjamin, *Le Burkina Faso annonce la rupture de ses relations diplomatiques avec Taïwan*, Jeune Afrique, 24 mai 2018
- Jeune Afrique, *Les Chinois en Afrique : où sont-ils ? Que font-ils ?*, 12 mars 2014
- Jeune Afrique avec AFP, *Pour la première fois, des militaires chinois mènent des exercices sur le sol de Djibouti*, 26 septembre 2017
- Le Bec, Christophe, *La Chinafrique fait sa révolution*, Jeune Afrique, 17 novembre 2015
- Le Belzic, Sébastien, *Le Maroc et les nouvelles routes de la soie : la troisième voie*, Le Monde Afrique, 4 décembre 2017
- Le Belzic, Sébastien, *En dix ans, la diplomatie chinoise a visité la quasi-totalité des pays africains*, Le Monde Afrique, 19 février 2018
- Le Belzic, Sébastien, *L'Afrique au cœur de la nouvelle Route de la soie*, Le Monde Afrique, 24 avril 2017
- Le Belzic, Sébastien, *Ces marques chinoises qui débarquent en Afrique*, Le Monde Afrique, 22 janvier 2018
- Le Belzic, Sébastien, *À Djibouti, « la Chine commence à déchanter »*, Le Monde Afrique, 5 février 2018
- Panara, Marlène, *« Arnaud Dubien : “La Russie s'intéresse également à la nouvelle Afrique” »*, Le Point Afrique, 25 octobre 2017
- Peter, Laurence, *Syria war: Who are Russia's shadowy Wagner mercenaries?*, BBC News, 23 février 2018
- Pilling, David, *Que cherche la Chine en investissant autant en Afrique ?*, Jeune Afrique, 13 juillet 2017
- Soudan, François, *La chute de Mugabe : un séisme dans la Chinafrique*, Jeune Afrique, 8 janvier 2018
- Radio France Internationale, *En Afrique, Sergueï Lavrov et Rex Tillerson «s'évitent soigneusement»*, RFI Afrique, 10 mars 2018
- Tchounand, Ristel, *Chine / Matières premières : indispensable Afrique ?*, La Tribune Afrique, 1^{er} avril 2017
- Tchounand, Ristel, *Nucléaire : l'Afrique du Sud va signer de nouveaux accords après le blocage de son deal russe*, La Tribune Afrique, 13 mai 2017
- Volochine, Elena, *Interview. Mercenaires russes : « C'est une catégorie de gens qui ne peuvent pas vivre sans la guerre »*, Libération, 12 mars 2018



Institut Royal Supérieur de Défense
Centre d'Études de Sécurité et Défense
30 Avenue de la Renaissance
1000 Bruxelles